

Les news

ALGÉRIE - TUNISIE Des relations privilégiées promises à une nouvelle dynamique

Traditionnellement qualifiées de «privilégiées», les relations algéro-tunisiennes sont promises à une nouvelle dynamique à l'aune de la nouvelle ère de la Tunisie post-révolution. C'est dans le cadre de cette nouvelle dyna-

mique que s'inscrit la visite du chef du gouvernement tunisien, Mehdi Jomaa, fraîchement désigné à la tête de l'exécutif de son pays, en Algérie, samedi et dimanche.

Page 24



PRÉSIDENTIELLE 2014

Le «Groupe pour la loyauté et la stabilité» 31 partis sollicitent Bouteflika

La création du «Groupe pour la loyauté et la stabilité», qui compte 31 partis politiques, a été annoncée samedi à Alger, outre la désignation de M. Amar Ghoul, président du parti Tadjamou Amal Jazaïr (Taj), coordonnateur du groupe qui a entamé la collecte de signatures en faveur de son candidat le Président Abdelaziz Bouteflika. Le «Groupe pour la loyauté et la stabilité» a entamé samedi l'opération de collecte des signatures en faveur de son candidat à l'élection présidentielle prévue le 17 avril prochain, le Président Bouteflika, a indiqué M. Ghoul lors d'une conférence de presse après l'annonce de la formation du groupe. Page 3



L'APPEL DE SOUK AHRAS :
«Le Moudjahid Bouteflika est l'homme capable de préserver la sécurité et la stabilité du pays»

COMMUNICATION

M. Messahel
met l'accent sur la
formation de qualité

Page 5

LE MINISTRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ
SOCIALE, MOHAMED BENMERADI L'A
ANNONCÉ HIER :

«Les postes vacants seront
pourvus avant le 10 mars»

Page 5

LE MINISTRE DU COMMERCE

«Priorité du produit
national et la poursuite
des efforts d'ouverture
sur le commerce mondial»

Page 24

SCIENCE et VIE

**Crise de
panique**

Comment
réagir ?

Pages 12-13

ENVIRONNEMENT

JOURNÉE MONDIALE
DES ZONES HUMIDES

Des spécialistes
de l'environnement
mettent en garde

Situation
inacceptable
dans les zones
humides de la
région d'Oran

Page 11

FOOTBALL

LIGUE 1 (17^e)
Résultats partiels

MCE Eulma - CABB Arréridj	1-0
MC Oran - ES Sétif	0-1
CR Belouizdad - ASO Chlef	1-0
JSM Béjaïa - RC Arba	0-1
JS Saoura - MO Béjaïa	2-1
CRB Aïn Fakroun - MC Alger	1-0

Page 20

JUSTICE

GUÉ DE
CONSTANTINE

**Elle tue
son mari**

16 ans
de réclusion

Page 6

Météo



Régions Nord : 12° à Alger

Temps voilé à nuageux avec quelques averses de pluies. Les vents seront modérés d'Ouest à Sud-Ouest. La mer sera peu agitée.

Régions Sud : 18° à Tamanrasset

Temps passagèrement nuageux vers les Oasis et le Sahara oriental avec localement quelques pluies. Ailleurs temps généralement partiellement voilé. Les vents seront modérés à assez forts avec fréquents soulèvements de sable.

	Max	Min
Alger	12°	02°
Oran	10°	-02°
Annaba	14°	06°
Béjaïa	14°	02°
Tamanrasset	18°	03°

Horaires des prières

Dimanche 2 Rabi' al-thani 1435

Fajr	06:21
Dohr	13:02
Asr	15:53
Maghreb	18:17
Isha	19:38



BOUMERDES

7 000 paysans et cadres agricoles formés depuis 2009

Plus de 7 000 paysans et cadres agricoles de la wilaya de Bumerdes ont bénéficié d'une formation et mise à niveau dans les domaines de production et de gestion agricole, a indiqué samedi le directeur des services agricoles de la wilaya.

«Un total de plus de 6 000 agriculteurs et d'un

millier de cadres et vulgarisateurs agricoles ont bénéficié d'une session de formation, assurée par le secteur professionnel de la wilaya, en coordination avec les services des daïras et communes concernées», a précisé à M. Mohamed Kherroubi.

Il a également fait cas d'un

«grand nombre» d'agriculteurs bénéficiaires, à la même période, des opérations de vulgarisation agricole assurées, à longueur d'année, par la Chambre de l'agriculture de la wilaya, en collaboration avec les services vétérinaires et des instituts agricoles spécialisés.

MJS

Rencontre demain des associations de jeunesse porteuses de projets



Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohammed Tahmi, présidera demain lundi, 3 février, l'ouverture de la rencontre Nationale des 286 Asso-

ciations de jeunesse porteuses de projets, financé par son département. Cette rencontre permettra une première évaluation de la mise en œuvre des projets en présence des chefs de bureau, Mouvements associatifs des 48 DJS et portera également sur les éventuelles contraintes rencontrées.

No comment

L'association de la Cité Tafilelt à Béni-Isguen honore le directeur général de la Sûreté nationale

En visite dans la wilaya de Ghardaïa pour la préparation des prochaines journées d'information sur la Sûreté nationale, la délégation de la Dgdn a reçu une visite de courtoisie des représentants de l'association de la Cité Tafilelt à Béni-Isguen, lauréat du concours du «quartier le plus propre» initié par la Direction générale de la Sûreté nationale en collaboration avec le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement. Ces derniers ont tenu à honorer le directeur général



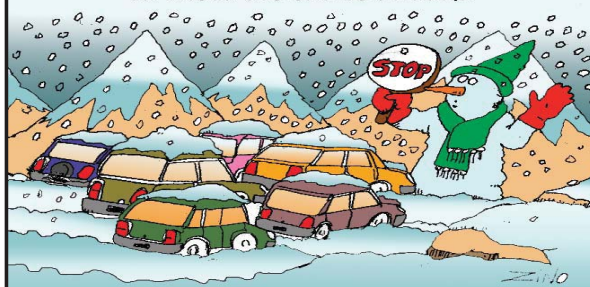
de la Sûreté nationale, le général-major Abdelghani Hamel, pour les efforts consentis dans le but de faire prendre conscience aux citoyens sur la nécessité de la préservation d'un environnement propre et sain.

DEMAIN AU SIÈGE D'ALGEX

Réunion d'information sur le 3^e Forum des chefs d'entreprises

Le 3^e Forum des hommes d'affaires algériens, qui se tiendra les 17 et 18 février à Marrakech, nécessite une réunion d'information au profit des opérateurs économiques de production de biens et de services. Elle aura lieu demain à 9h30 au siège d'Algex.

INTEMPÉRIES EN ALGÉRIE PLUSIEURS ROUTES COUPÉES EN RAISON DES CHUTES DE NEIGE



MARDI 11 FÉVRIER À BEJAÏA

Concert du groupe Freeklane

Les membres du groupe Freeklane, animeront un concert le 11 février prochain à la maison de la Culture Taos Amrouche, Boulevard Krim Belkacem, Béjaïa.



ORNITHOLOGIE

4 600 oiseaux migrateurs recensés à Ghardaïa



Quatre mille six-cent-dix-neuf (4 619) oiseaux migrateurs ont été dénombrés par les ornithologues dans la zone humide du lac de la Sebkat El-Maleh situé à la sortie sud de la localité d'El-Menea (à 275 km au sud de Ghardaïa), a-t-on appris samedi auprès de la Conservation des forêts de la wilaya.

Ce recensement d'oiseaux, utilisant la zone humide d'El Menea située sur l'axe migratoire entre l'Eu-

rope et l'Afrique, comme «une halte migratoire ou une zone de nidification», a été établi à la faveur du traditionnel recensement international des oiseaux migrateurs effectué la mi-janvier de chaque année, par les ornithologues, a indiqué le chef du service de l'expansion du patrimoine et la protection de la faune et la flore à la conservation des forêts M. Kamel Oulmane.

DANGERS DU GAZ BUTANE :

La caravane de sensibilisation a ciblé 1 500 écoliers dans 4 wilayas dans l'est

La caravane de sensibilisation aux dangers du gaz butane, lancée la semaine dernière par le district gaz liquéfié de Naftal de la région de Constantine, a ciblé 1 500 écoliers dans quatre wilayas dans l'est du pays, a indiqué à Souk Ahras le responsable de la sécurité industrielle de ce district.

Cette caravane qui a touché, samedi, les élèves du collège d'enseignement moyen (CEM) Mohammed El Hadi-Redjaibia, dans la commune frontalière de Khedara (Souk Ahras), a sillonné, à la fin du mois de janvier dernier, les wilayas de Constantine, de Mila et d'Oum El Bouaghi, a précisé M. Achi Ziadi.

La campagne vise à mettre en exergue certains dangers que les bonnes de butane peuvent entraîner en cas de mauvaises manipulations, et à inculquer la culture de prévention chez cette frange sociale qui a favorablement accueilli cette opération.

TÉBESSA

1 000 nouvelles places de formation pour la prochaine rentrée

Un millier de places pédagogiques sera offert à la prochaine rentrée de la formation professionnelle, prévue le 3 mars prochain dans la wilaya de Tébessa, a-t-on appris samedi auprès de la Direction concernée. Le mode de formation par apprentissage se taille la «part du lion» des postes offerts, avec 850 places pédagogiques, suivi de la



formation résidentielle (150 postes), a précisé le chef du service de la formation à la Direction du secteur, M. Mohamed Trad. En matière d'apprentissage, la prochaine rentrée sera marquée par l'ouverture de filières «répondant aux besoins du marché local», comme le BTPH (bâtiment-travaux publics-hydraulique), l'agriculture, les mines, la menuiserie générale et l'électricité en bâtiment.

PRÉSIDENTIELLE 2014

COLLECTE DES SIGNATURES DE CANDIDATURE

Le «Groupe pour la loyauté et la stabilité»

31 partis sollicitent Bouteflika

La création du «Groupe pour la loyauté et la stabilité», qui compte 31 partis politiques, a été annoncée samedi à Alger, outre la désignation de M. Amar Ghoul, président du parti Tadjamou Amal Jazaïr (TAJ), coordonnateur du groupe qui a entamé la collecte de signatures en faveur de son candidat le Président Abdelaziz Bouteflika.



Le «Groupe pour la loyauté et la stabilité» a entamé samedi l'opération de collecte des signatures en faveur de son candidat à l'élection présidentielle prévue le 17 avril prochain, le Président Bouteflika, a indiqué M. Ghoul lors d'une conférence de presse après l'annonce de la formation du groupe.

Il a précisé que le groupe a convenu d'entamer ce jour, la collecte des signatures en faveur de la candidature du Président Bouteflika à l'échelle nationale et même au sein de la communauté à l'étranger, «une première étape qui sera suivie d'une coordination autour de l'action à mener sur le terrain et de proximité».

Il a souligné que les signatures collectées en faveur du Président Bouteflika seront remises à la direction de campagne électorale du Président, précisant que le Groupe pour la loyauté et la stabilité

organisera des rencontres périodiques dans le but de tracer un programme pour la campagne électorale.

Concernant l'état de santé du Président Bouteflika, M. Ghoul a souligné que son «état de santé n'est pas un obstacle» pour mener la campagne électorale. La décision de soutien émane de la conviction que le Président Bouteflika est «l'homme en mesure de préserver la sécurité et la stabilité de l'Algérie qui fait face à des menaces régionales et internationales», a souligné M. Ghoul, qualifiant le président de la République de gage de sécurité pour le pays et la région.

Il a salué, à cette occasion, ce qui a été réalisé lors des mandats du Président Bouteflika à l'échelle nationale et internationale, insistant sur les «résultats de la réconciliation nationale» qui a permis le retour de la sécurité considérée comme un facteur essentiel à tout

processus de développement.

«Les portes d'adhésion au groupe sont ouvertes devant les différentes formations politiques et personnalités nationales qui partagent les mêmes principes», a-t-il ajouté.

En réponse à une question sur le boycott de la présidentielle par certains partis, M. Ghoul a affirmé que cela s'inscrivait dans le cadre de la «liberté politique et de la conviction et le groupe respecte les avis contraires aux siens». Le groupe compte entre autres partis, le Mouvement de la jeunesse démocratique, le Mouvement national pour la nature et le développement, le Front national des indépendants pour la concorde, le Front national de l'authenticité et de la liberté, le Parti du renouveau algérien, le parti du Rassemblement national, le Parti de la concorde nationale et l'Union pour la rassemblement national.

L'APPEL DE SOUK AHRAS

«Le Moudjahid Bouteflika est l'homme capable de préserver la sécurité et la stabilité du pays»

► Six partis appellent le Président Bouteflika à se porter candidat à la prochaine présidentielle

Six (6) partis politiques regroupés dans une «coalition consensuelle» ont appelé hier de Souk Ahras le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à présenter sa candidature pour l'élection présidentielle du 17 avril prochain. Réunis à la salle de conférences Miloud-Tahri, les présidents et représentants des partis de l'Union pour le rassemblement national, de la Voie authentique, du Front national de l'authenticité et des libertés, du Mouvement national des travailleurs algériens, du Front démocratique libre et du Parti du renouveau et du développement, ont considéré que le «moudjahid Bouteflika est l'homme capable de préserver la sécurité et la stabilité du pays». Applaudis par les militants et les jeunes présents au meeting, les intervenants ont indiqué que la décision de soutenir la candidature du Président de la République pour ce «scrutin décisif» est également motivée

par «les résultats positifs de la politique sage adoptée par le président, laquelle a permis le recouvrement de la stabilité et de la sécurité à travers les dispositions de la réconciliation nationale». Ces formations politiques ont appelé la jeunesse algérienne à faire preuve «d'esprit de responsabilité» et de «sens civique» et à se montrer «vigilante face aux appels des prêcheurs de la fitna et autres conspirateurs contre la stabilité, la quiétude et la sécurité de l'Algérie». Le président du Front démocratique libre, Rabah Brahimi, porte-parole de cette coalition, a plaidé en faveur d'une «plus grande attention aux compétences nationales et aux jeunes», en leur offrant des postes d'emploi stables, «notamment dans le secteur de l'agriculture», estimant que la prise en charge de cette catégorie est «la seule garantie pour un avenir radieux pour le pays».

Messahel : «Tous les moyens des médias publics mobilisés pour la couverture de la présidentielle»

Tous les moyens des médias publics seront mobilisés pour la couverture de l'élection présidentielle du 17 avril prochain, a affirmé samedi à Ouargla le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel.

«Tous les moyens dont disposent les médias publics seront mobilisés pour la couverture médiatique de la prochaine élection présidentielle, dans toutes ses phases, en plus de permettre à la communauté algérienne à l'étranger de suivre cette consultation», a affirmé le ministre, lors d'une conférence de presse, à l'issue de sa vi-

sité de travail dans la wilaya d'Ouargla.

M. Messahel a indiqué, à ce propos, que «toutes les dispositions nécessaires liées à cette échéance électorale ont été prises par la sous-commission issue de la commission nationale de préparation, que ce soit avant, durant et après le scrutin».

Un effectif de 700 personnes, des corps journalistique et technique, seront mobilisés à l'échelle nationale, par la radio nationale et ses stations régionales, pour assurer la couverture de cette élection, tandis que la télévision couvrira l'ensemble des wilayas du

pays avec un déploiement de 500 personnes, journalistes et techniciens, a assuré le ministre.

M. Messahel a fait état, en outre, de l'exploitation du Centre international de la presse (CIP) et sa dotation en moyens nécessaires, à la satisfaction des correspondants de la presse étrangère.

Ces actions seront consolidées par la distribution, par le centre de documentation, de publications liées aux textes régissant les élections, qui seront distribuées au public et à la presse étrangère, a-t-il ajouté.

Au cœur de l'événement

Le parti d'Amar Ghoul a réussi la gageure de réunir 19 partis politiques algériens pour soutenir la candidature du Président Abdelaziz Bouteflika sous le slogan générique d'ordre de «Rassemblement de la Fidélité et de la stabilité» au-dessus du mot d'ordre de «Algérie forte et en sécurité».

Les 19 partis présents ont été accueillis par plus de 500 militants de TAJ venus en bus de Tizi-Ouzou, Bouira, Tipasa, Blida, Boumerdes et Alger. Des jeunes ont été invités pour «créer une organisation d'avenir».

Charte de moralisation

L'avenir est précisément le ciment des 26 partis qui ont signé la charte «Pour une moralisation de la vie politique algérienne». Cet objectif, à «moyen terme a permis de rapprocher des partis qui ont à cœur de répondre à l'attente des citoyens qui ne voient pas d'un bon œil la pléthore d'organisations à caractère politique», affirme un cadre du TAJ. Il ajoute : «Cette démarche n'occulte pas la tâche immédiate qui est de sensibiliser, mobiliser, entraîner les citoyens pour la candidature du Président Abdelaziz Bouteflika».

TAJ et les autres partis et organisations comme le Snapap et l'union des commerçants algériens gardent leur personnalité partisane ou syndicale, agissent de concert sur des tâches ponctuelles et se renforcent mutuellement dans l'action par l'entraide : «Il n'y a pas, ici, de grands ou petits partis, il y a une philosophie de la politique, qui est d'être au service de la nation et des donc des citoyens» selon un représentant d'un parti engagé dans cette charte.

L'absence de certains signataires de la charte et non des moindres, ont été retenus par des activités organiques fixées de longue date.

D'autres, qui auraient créé l'information qu'il ne fallait pas rater, se sont réservés pour d'autres manifestations. On a soutenu que le leader d'un parti en formation est également signataire de la charte.

Candidature immédiate

L'impression est que les partisans d'une candidature «immédiate» du Président sont de plus en plus impatients : «La candidature libérerait des énergies insoupçonnées pour la précampagne électorale.» Des partis ont déjà commencé des actions de proximité, de porte à porte... «Mais nous savons tous que le Président de la République a un électoral qui dépasse et de loin l'apport de tous nos partis réunis. Notre travail est, donc, d'éveil de la conscience civique, à l'intérêt pour les choses qui intéressent les citoyens et l'avenir de la nation» avoue cet homme politique. Combien peut mobiliser TAJ pour une campagne ? «TAJ est le parti de centaines de milliers de sympathisants acquis à la personne du Président Bouteflika ; ils peuvent à tout moment se mobiliser pour toute action décidée dans ce sens, sur tout le territoire national et en mettant en œuvre les moyens qu'offrent les technologies nouvelles, l'Internet, la 3G, les réseaux sociaux, etc.» Des membres du BP de TAJ estiment que la candidature officielle du Président serait un signal fort pour les citoyens qui reprendraient confiance dans l'action politique et veraient dans l'action des partis de la charte de moralisation le gage de décantations saluables.

Espace national

L'Espace national que veut occuper le Rassemblement de la Fidélité et de la stabilité est un vivier pour l'éclosion du plus grand nombre de talents dans tous les partis ; il a un rôle d'incubateur de la nouvelle classe politique qui aura une vision claire des enjeux, des moyens de mobilisation, du respect de la conscience individuelle. Certains regrettent, par ailleurs, que des partis connaissent des problèmes internes qui ne reposent pas sur des options ou des positions politiques claires et non claniques. Nabil Yahiaoui, le responsable à l'information de TAJ a introduit la réunion en affirmant audacieusement : «Cette réunion est comparable à celle des 22 de glorieuse et héroïque mémoire.» C'est dire l'ambition des chartistes qui lancent le «Grand R».

O. Larbi

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION À OUARGLA

M. Messahel met l'accent sur la formation de qualité

Le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel, a mis l'accent, hier à Ouargla, sur la formation de qualité des personnels du secteur de la communication pour leur permettre de mener à bien leurs missions.

S'exprimant en marge de sa visite au siège de la station régionale de l'Entreprise publique de télévision (Eptv), le ministre a indiqué que le programme de formation préconisé touchera l'ensemble des personnels, journalistique et technique, afin qu'ils puissent accomplir leur mission avec un grand professionnalisme.

M. Messahel a fait état, à ce propos, d'un plan de formation devant permettre, avec le concours d'autres secteurs, aux journalistes d'élargir leurs champs de connaissances susceptibles d'impacter sur la promotion de la mission de service public.

Le ministre a, en outre, souligné la nécessité de moderniser le support technique de la télédiffusion afin de couvrir l'ensemble du territoire national, selon les normes de qualité, et de lever les contraintes d'émission et de réception des programmes. Lors de la deuxième journée de sa visite de travail dans la wilaya

d'Ouargla, M. Messahel a inspecté le centre TDA de Berkaoui, entré en activité en 1987, où il a reçu d'amples explications sur les activités et le champ de compétence de la Direction régionale de TDA qui coiffe cinq wilayas (Ouargla, Ghardaïa, El-oued, Illizi et Tamanrasset). Le ministre, accompagné des autorités de la wilaya et des cadres de son secteur, a, en outre, lancé le chantier du nouveau siège de la Radio régionale d'Ouargla. Ce projet couvrira une superficie de 4 000 m², dont 3 000 m² bâtis, et sera composé de deux niveaux, avec trois studios, une salle de conférences de 250 places, un service de rédaction et un service de production, en plus des blocs administratifs et techniques.

M. Messahel avait visité vendredi les sièges de la Direction régionale Sud de l'agence nationale Algérie Presse Service, de l'Entreprise nationale de communication, de diffusion et de publicité (Anep), et de l'Imprimerie du Sud, ainsi que la maison de la presse Abdelhamid-Nedjah, à Ouargla. Le ministre est accompagné lors de cette visite de travail des directeurs généraux de l'Entreprise publique de télévision, de la Radio algérienne, de la télédiffusion d'Algérie (TDA) et de la Société



d'impression d'Alger, respectivement MM. Tewfik Khelladi, Chaâbane Lounakel, Abdelmalek Houyou et Abdelkader Mechat.

Messahel : «La stabilité que vit l'Algérie est le fruit des efforts du Président de la République»

Le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel, a affirmé, hier à Ouargla, que la stabilité que vit l'Algérie est le fruit des efforts du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. «La stabilité que vit l'Algérie n'est pas fortuite, elle est le fruit des efforts du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, à la faveur de la politique de la réconciliation nationale qui a restauré la quiétude et la paix à travers le territoire national», a souligné le ministre lors d'une conférence de presse, à l'issue d'une visite de travail dans cette wilaya.

«Le président de la République s'est engagé, à travers son programme, à concrétiser trois grands objectifs: la restauration de la paix et la remise en ordre de la Maison Algérie à travers de larges réformes, la concrétisation du développement global, et le retour de l'Algérie sur la scène internationale», a précisé M. Messahel, avant de souligner que «le citoyen algérien jouit aujourd'hui de ces acquis». Dans le même contexte, le ministre a mis en exergue la place recouverte aujourd'hui par l'Algérie sur la scène internationale, la multitude des activités diplomatiques déployées, ainsi que le grand respect voué par les chefs d'Etat au président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Ce qui, a-t-il fait remarquer, confirme le fait que «l'Algérie a retrouvé sa bonne santé et devient une destination de toutes les Nations voulant bénéficier de l'expérience algérienne dans le domaine de la restauration de la paix et de la stabilité». M. Messahel a rappelé, à ce titre, «les énormes efforts déployés par l'Algérie pour sensibiliser sur les dangers du terrorisme, avant que le monde ne finisse par découvrir en 2001 la vision juste de l'Algérie à ce sujet». Le ministre a affirmé, par ailleurs, que «la voie de développement empruntée par l'Algérie, tous secteurs confondus, n'aurait pu se concrétiser sans la stabilité». «Le développement a besoin d'un environnement stable, chose qui ne peut se concrétiser sans la réconciliation nationale», a-t-il conclu.

COMMUNICATION

Le texte fixant les conditions d'éligibilité à la délivrance de la carte de journaliste bientôt devant le gouvernement

M. Messahel, a annoncé hier sur les ondes de la Radio régionale d'Ouargla que le texte fixant les conditions d'éligibilité à la délivrance de la carte nationale de journaliste professionnel sera bientôt présenté devant le gouvernement, précisant que la carte sera prête dans les plus brefs délais.

Invité de l'émission «Idaât» (éclairages) de la chaîne 1 de la Radio nationale qui émettait exceptionnellement à partir de Ouargla où il effectue une visite de travail, M. Messahel a précisé que l'examen des propositions soumises lors des conférences et des rencontres régionales organisées par la Commission consultative autonome de la carte nationale de journaliste professionnel a permis d'élaborer la mouture finale du texte fixant les conditions d'éligibilité à la délivrance de cette carte.

Le texte sera présenté devant le gouvernement au cours des prochaines semaines, a-t-il ajouté, appelant de ses vœux son adoption dans les plus brefs délais eu égard à l'importance que revêt la carte en termes d'organisation et de régulation de la profession de journaliste.

Le ministre a, par ailleurs, souligné la nécessité d'un syndicat national représen-

tant les journalistes qui serait un véritable «partenaire» des pouvoirs publics lors des consultations relatives à l'encadrement et l'organisation de la profession, estimant qu'avec la carte de journaliste professionnel, la profession de journaliste entrera dans une nouvelle ère.

Interrogé sur les conditions d'éligibilité à la délivrance de cette carte aux correspondants régionaux, M. Messahel a fait savoir que pour pouvoir bénéficier de la carte de journaliste professionnel, «il faut avoir un contrat de travail permanent attestant que le revenu provient de l'activité de journaliste».

Le ministère de la Communication a organisé en octobre 2013 à Alger une rencontre avec les journalistes du centre du pays en vue d'enrichir l'avant-projet de loi de texte fixant les conditions d'éligibilité à la délivrance de la carte nationale de journaliste professionnel après la série de rencontres ayant regroupé les journalistes de l'est, de l'ouest et du sud du pays et des membres de la Commission consultative autonome de la carte nationale de journaliste professionnel, installée le 26 mai 2013.

APS

EQUIPEMENT DE L'AUTOROUTE EST-ouest

Le contrôle confié à une société espagnole et à un groupement ibéro-bahreïni

Le contrôle et le suivi des travaux de réalisation des installations et des équipements d'exploitation des lots Ouest et Est de l'Autoroute Est-Ouest a été attribué à une société espagnole et un groupement ibéro-bahreïni, a annoncé hier l'agence de gestion des autoroutes (AGA).

Conformément au code des marchés publics de 2010 et à l'issue de l'évaluation des offres soumises en mai 2013, le contrôle et le suivi des travaux de réalisation des installations et des équipements d'exploitation du lot Ouest est attribué provisoirement à la société espagnole

«Sener ingenieria y sistemas», alors que le groupement ibéro-Bahreïni «Idom Ingenieria y Consultoria SA Dar El Handassah» a obtenu le marché du lot Est.

L'appel d'offre national et international pour le lot Centre a été jugé infructueux. Le montant de ces marchés est fixé à 1,23 milliard de DA avec un délai de réalisation de 26 mois pour le lot Ouest et à 1,68 milliard de DA pour un délai de réalisation de 30 mois pour le lot Est.

Les travaux de réalisation des équipements de l'autoroute (1,216 km) seront entamés dès la signature

des ordres de services avec les attributaires des marchés et après l'autorisation de la commission à des marchés, avait indiqué en novembre le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali. Trois consortiums composés d'entreprises algériennes et étrangères sont désignés pour mener l'opération. Il s'agit d'un groupement algéro-ibéro-suédois (Cosider-Indra-Ericsson) chargé de la partie Centre, d'un groupement algéro-italien (Rotahem, Daravera) pour le lot Est et d'un groupement algéro-luso-espagnol (Etrhb-Texiera-Sais) pour le lot Ouest.

APN Satisfaction des revendications professionnelles légitimes des travailleurs

La commission chargée de l'examen des revendications professionnelles des travailleurs de l'Assemblée populaire nationale (APN) a décidé lors d'une réunion jeudi de satisfaire aux revendications légitimes en application des instructions du président de l'Assemblée, Mohamed Larbi Ould Khelifa. Dans ce cadre, l'APN a précisé, dans un communiqué rendu public samedi, que la commission «a décidé l'institution d'une nouvelle indemnité, la révision du régime indemnitaire et la régularisation de la situation administrative de certains travailleurs par la titularisation des contractuels sur la base de la catégorie et l'ancienneté».

Concernant la grille de salaires, ajoute le communiqué, la commission «a décidé l'examen de ce dossier à la lumière des conclusions de la prochaine tripartite».

Le président de l'APN avait mis en place une commission composée de deux députés et deux représentants de l'administration et des travailleurs pour l'examen des revendications professionnelles, ajoute le communiqué. Un groupe de travailleurs de l'APN avait organisé mercredi dernier un mouvement de protestation «sans préavis». L'APN avait exprimé, dans un communiqué, sa volonté de satisfaire aux revendications légitimes des travailleurs dans le cadre de la loi et du règlement en vigueur réaffirmant que les voies du dialogue «restent ouvertes».

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, MOHAMED BENMERADI L'A ANNONCÉ HIER

«Les postes vacants seront pourvus avant le 10 mars»

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Benmeradi, a annoncé hier à Alger que les postes vacants seront pourvus avant le 10 mars prochain.

Dans une déclaration à la presse en marge de la rencontre annuelle d'évaluation des activités de l'inspection du travail, M. Benmeradi a précisé que la priorité sera accordée dans ce cadre aux jeunes bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion

professionnelle (DAIP), estimant que le nombre des postes vacants oscille entre 100.000 et 140.000.

Dans le même contexte, le ministre a souligné que le Premier ministre avait donné une instruction définissant un agenda précis pour tous les ministères ainsi que les procédures de prise en charge de cette question.

Il a en outre indiqué qu'une commission interministérielle a été mise en place à cet effet.



TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES «Augmentation de 22,20% des visites de l'Inspection du travail en 2013»

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Benmeradi, a affirmé hier à Alger que les visites effectuées par l'Inspection du travail dans les entreprises ont augmenté de 22,20% en 2013 par rapport à 2012. L'inspection du travail a effectué l'année écoulée 233 572 visites qui ont concerné différentes entreprises dont 80% du secteur privé, a indiqué M. Benmeradi lors d'une rencontre d'évaluation annuelle des activités de l'inspection du travail.

Il a précisé à ce propos, que les services de l'inspection du travail ont rédigé lors de ces sorties sur le terrain, des procès-verbaux d'infraction impliquant plusieurs secteurs du monde du travail dont 30% ont été transférés à la justice, plus de 50% traités au niveau de l'employeur sans recours à la justice et 14% ont fait l'objet d'observations uniquement.

Entre autres infractions constatées lors de ces visites, il y a lieu de citer le non-respect des procédures de recrutement pour 28.127 travailleurs. Concernant la non déclaration des travailleurs à la sécurité sociale, le ministre du Travail a souligné que l'inspection du travail a rédigé 10.046 procès-verbaux après avoir recensé 21 115 travailleurs non déclarés. Il a ajouté enfin, qu'une «baisse» a été enregistrée pour la non application du salaire national minimum garanti (Snmg) en 2013 par rapport à 2012. L'inspection a constaté 4.912 travailleurs n'ayant pas bénéficié de l'application du SNMG contre 14 744 travailleurs en 2012, a-t-il conclu.

INFRACTIONS À LA LÉGISLATION Vers un durcissement des sanctions

Un projet portant sur la révision de la loi relative aux sanctions contre les infractions à la législation du travail est en phase de réflexion, a annoncé hier à Alger le ministre du Travail, de l'Emploi, et de la Sécurité sociale, Mohamed Benmeradi. «Ce projet qui vise le durcissement des sanctions contre les infractions à la législation du travail notamment celles liées aux placements des demandeurs d'emploi et aux conditions de travail, à pour but la révision à la hausse du montant des amendes appliquées dans le cadre de ces sanctions», a indiqué le ministre dans un point de presse en marge des travaux d'une rencontre-bilan sur les activités de l'Inspection du travail. Il a estimé que les sanctions appliquées actuellement sont «disproportionnées», donc «il faut les adapter», a-t-il dit, en augmentant le montant des amendes relatives à ces sanctions, pour qu'elles soient «plus dissuasives», selon M. Benmeradi. La législation du travail porte sur plusieurs volets notamment celles relatives aux placements des travailleurs en milieu professionnel, à leur déclaration à la sécurité sociale et au respect du Snmg, rappelle-t-on.

ÉVÉNEMENTS DE GHARDAÏA

M. Ksentini appelle au dialogue «fraternel» et à la «réconciliation» des égaux

Le président de la Commission nationale consultative de protection et de promotion des droits de l'Homme (Cncppdh), Farouk Ksentini, a appelé samedi au dialogue «fraternel» et à la «réconciliation» des égaux à Ghardaïa, suite aux incidents survenus récemment dans cette wilaya.

«La Cncppdh appelle solennellement au dialogue fraternel et à la réconciliation des égaux. Tous ceux qui dans un moment de fébrilité ont pu oublier que l'Algérie est le pays de tous ces enfants et qu'il le restera jusqu'à la fin des temps, en dépit de toutes les vicissitudes et autres conspirations visant à la désunion nationale», a affirmé M. Ksentini dans un communiqué transmis à l'APS. «Quel que soit le rite auquel ils appartiennent, quelle que soit leur lointaine origine ethnique, tous les habitants de la région du M'zab et de Ghardaïa, sont des musulmans, à la fois nos compatriotes et nos coreligionnaires», a encore souligné le président de la Cncppdh.

De ce fait, le peuple algérien dans son unanimité, a-t-il ajouté, «n'admettra aucune violence ni aucune discrimination à

l'encontre de ces populations dont il est du droit le plus strict de vivre en paix et en toute sécurité quant aux personnes et leurs biens». «Surtout que du rang duquel est issu, faut-il le rappeler, Moufidi Zakaria, ce héros national et ce poète épique dont les écrits ont la vocation de l'éternité», a soutenu M. Ksentini. Il a rappelé enfin que l'Algérie «est le pays de tous ses enfants et qu'il le restera jusqu'à la fin des temps en dépit de toutes les vicissitudes et autres conspirations visant à la désunion nationale».

Le président de la Cncppdh avait déclaré, jeudi à Alger, lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation de conclusions d'une étude sur «les flux, migratoires vers, à partir et à travers l'Algérie», que les incidents survenus récemment à Ghardaïa n'avaient aucun lien avec les droits de l'Homme.

Il avait alors affirmé que les tensions que Ghardaïa a connues «ne sont pas d'origine religieuse ni idéologique et n'ont aucun lien avec les droits de l'Homme».

«Il s'agit de simples heurts entre voisins»,

avait soutenu M. Ksentini, soulignant toutefois la nécessité d'endiguer un tel phénomène. «Certes il faut punir les auteurs de dépassements, si dépassements il y a, dans le cadre de la justice», avait encore considéré le président de la Cncppdh qui avait émis le vœu que cette wilaya retrouve la stabilité.

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait présidé, à Ghardaïa, la célébration officielle du Mawlid-Ennabaoui dans le cadre des démarches entreprises afin d'apporter les solutions appropriées auxquelles aspirent les citoyens pour restaurer la quiétude et la sérénité à Ghardaïa après les échauffourées entre jeunes enregistrées la fin de l'année dernière dans plusieurs de ses quartiers de la ville. Sur instruction du chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika, le Premier ministre s'est impliqué personnellement dans la recherche d'une solution définitive à ces incidents récurrents entre groupes de jeunes dans la wilaya.

Le Premier ministre avait reçu au début du mois courant une délégation de citoyens représentant les communautés ibadite et



malékite de Ghardaïa, afin de mettre fin aux tensions qu'a connues cette wilaya, les dernières semaines de l'année dernière.

A l'issue de cette rencontre, plusieurs décisions ont été prises afin de permettre le retour à la normale à Ghardaïa, notamment la création au niveau des communes touchées d'un conseil de sages, un «espace d'arbitrage et de conciliation» sur la base de la «coexistence harmonieuse et pacifique» ancestrale qui prévalait dans cette wilaya. M. Sellal avait également indiqué lors de sa dernière visite à Blida «qu'il n'y a aucun problème entre les rites ibadite et malékite» précisant que les deux écoles étaient «proches».

F M I

Pour une action «URGENTE» dans certains pays émergents

Le FMI s'est dit favorable vendredi à une action «urgente» dans certains pays émergents déstabilisés par des récentes turbulences monétaires, tout en appelant les banques centrales à la «vigilance» à travers le globe.



«Les turbulences soulignent (...) dans certains cas la nécessité d'une action urgente pour améliorer les fondamentaux (économiques des pays) et la crédibilité de leurs politiques», a indiqué dans un communiqué le Fonds monétaire international, sans toutefois désigner précisément de pays.

Depuis plusieurs jours, plusieurs pays émergents (Brésil, Turquie, Inde, Russie...) ont vu leur monnaie plonger sur fond de reflux

des capitaux étrangers et de doutes croissants des investisseurs sur la solidité de ces économies. Cette tendance est par ailleurs aggravée par le retour à la normale amorcée par la Banque centrale américaine, la Fed, qui augure de la fin de l'ère de l'argent facile et nourrit un mouvement de relocalisation des capitaux dans le pays. «Même s'il est difficile de désigner un seul déclencheur (...), les turbulences mettent en évidence les situations difficiles aux

quelles plusieurs pays sont confrontés du fait d'un resserrement des conditions financières extérieures, d'une croissance plus lente et de prix des matières premières moins élevés», explique le Fonds.

Le FMI note toutefois que certaines banques centrales (Turquie et Afrique du Sud notamment) ont répondu «énergiquement» en relevant leurs principaux taux directeurs pour retenir les capitaux étrangers.

Plus globalement, l'institution appelle l'ensemble des banques centrales à rester «vigilantes» sur les besoins de liquidités des pays dans le monde afin d'éviter qu'une économie se trouve à court de financement.

Cette mise en garde intervient alors que la Fed vient, mercredi, d'annoncer une nouvelle réduction de ses injections mensuelles de liquidités sans faire la moindre référence aux turbulences sur les marchés émergents.

Chute confirmée de la production manufacturière chinoise en janvier

La production manufacturière en Chine a chuté à son plus bas niveau en six mois en janvier, l'indice PMI des directeurs d'achat la mesurant a chuté à 50,5 en janvier, contre 51,0 en décembre et 51,4 en novembre, a annoncé samedi le gouvernement.

Un chiffre supérieur à 50 marque une expansion de l'activité manufacturière, tandis qu'un indice inférieur à ce seuil signale une contraction.

Ce résultat, calculé par la Fédération chinoise de la logistique et des achats (CFLP), une organisation gouvernementale, illustre le ralentissement du rythme de l'économie chinoise, a commenté la banque ANZ.

Ce déclin peut toutefois «largement s'expliquer par l'effet de la Fête du printemps», a ajouté ANZ, «quand de nombreux travailleurs migrants rentrent chez eux pour les vacances».

Les Chinois sont entrés vendredi dans l'année lunaire du Cheval, mais les grands déplacements et les arrêts d'usines et de commerces ont commencé quelques jours avant.

La banque HSBC a de son côté annoncé que le secteur manufacturier chinois s'était contracté en janvier, pour la première fois depuis six mois, l'indice PMI atteignant 49,5.

«Ce démarrage timide du secteur manufacturier chinois en 2014 s'explique par-

tiellement par un affaiblissement des commandes à l'exportation et un ralentissement de l'activité commerciale sur le plan intérieur en janvier», avait souligné l'économiste de HSBC.

La Chine a enregistré 7,7% de croissance économique en 2013, un chiffre stable par rapport à 2012, année où elle avait enregistré sa plus faible performance en 13 ans, a annoncé mi-janvier le gouvernement.

Le pays avait adopté en juillet des mesures de relance, notamment fiscales, qui avaient permis un sursaut de l'activité, après un net ralentissement de l'économie au premier semestre 2013, mais qui s'est avéré momentané.

70% des entreprises japonaises cotées prévoient une hausse de leurs revenus et profits

Quelque 70% des entreprises japonaises cotées prévoient une progression de 10% de leur chiffre d'affaires cumulé et de 30% de leur bénéfice d'exploitation durant l'exercice 2013-2014 en cours, selon les données compilées par le groupe économique Nikkei et publiées samedi dans le quotidien homonyme. Au 31 janvier, quelque 463 sociétés avaient déjà publié leurs résultats pour les mois d'avril à décembre 2013 ainsi que leurs prévisions annuelles, a indiqué le journal.

D'où il ressort que leurs revenus cumulés ont crû de 11% sur un an et les profits d'exploitation de 35%. Le groupe Nikkei a calculé que parmi les plus importantes 1.500 entreprises cotées, la hausse pour l'ensemble de l'exercice devrait se situer dans des proportions voisines, et que 1.000 des 1.500 afficheraient simultanément une progression de leur chiffre d'affaires et de leurs profits opérationnels.

Les raisons de cette embellie tiennent d'une part à la hausse des devises étrangères face au yen, ce qui amplifie mécaniquement le montant des recettes encaissées à l'étranger par les entreprises exportatrices, et d'autre part à une augmentation de la demande intérieure.

«Il est certain que l'on est en train de passer à une croissance de sortie de déflation reposant sur une augmentation de chiffres d'affaires et de profits», a commenté le journal, alors que durant des années les entreprises ont tenté par des restructurations de sauver leurs profits.

Les plus fortes progressions concernent notamment les secteurs sidérurgique (JFE, Nippon Steel) de l'automobile (Toyota, Honda) et des machines industrielles. Ces derniers sont avantagés par la baisse du yen sur les marchés extérieurs. Soit ailleurs, la reprise de la demande intérieure, favorisée par un regain d'optimisme et la volonté d'acheter avant que la taxe sur la consommation n'augmente de 3 points le 1er avril prochain pour passer à 8%, profite aux secteurs de la distribution, des loisirs et des télécommunications, notamment.

APS

RÉCESSION EN ITALIE L'euro a servi de «bouclier»

Le ministre italien de l'Économie, Fabrizio Saccomanni, s'est félicité vendredi à Rome que l'euro «stable» ait servi de «bouclier» à l'Italie, touchée par la plus grave récession depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Dans ces moments de tension sur les marchés émergents, «l'euro est une oasis de tranquillité» qui a servi de «bouclier» à l'Italie, a affirmé le ministre italien, lors d'une conférence de presse faisant le bilan de l'action de la Banque européenne d'investissements (BEI) en Italie en 2013.

«C'est dans ces moments-là que l'on mesure combien l'euro sert de bouclier à l'Italie», a-t-il ajouté, soulignant l'influence d'un «euro stable, qui se renforce» sur les choix «faits par les investisseurs étrangers».

Présents à ses côtés, le président du conseil d'administration du Fonds européen d'investissement (FEI), Dario Scannapieco, a annoncé qu'en amont de la présidence italienne de l'Union européenne, le conseil d'administration de la BEI se tiendra les 3 et 4 juin à Rome.

Pour M. Saccomanni,

l'année 2013 aura été une «année record» pour les prêts effectués par la BEI à l'Italie avec un montant de 11 milliards d'euros destiné aux entreprises italiennes, soit le double de 2012.

Cet argent a servi «à de grands projets, et a été bien distribué aussi bien de manière industrielle que territoriale» et notamment en direction des PME (8.400 en 2013 ont bénéficié de ces prêts), a souligné le ministre. Parmi les projets aidés financièrement par la BEI, figurent la construction de logements sociaux (852 habitations construites, no-

tamment à Parme), des aides à plusieurs ports (Ravenna, Gênes et Savone) et le développement de l'accès à la fibre optique.

En huit mois de gouvernement, M. Saccomanni s'est déclaré «très satisfait des efforts qui ont été entrepris sur tous les fronts par notre économie».

L'Italie vient d'enchaîner deux années de forte récession (près de 4% de baisse du PIB). Le gouvernement est convaincu que la tendance s'est inversée au quatrième trimestre et table sur une croissance du PIB de 1% cette année.

ENERGIE

Une mission commerciale britannique en visite en Algérie pour examiner les opportunités d'investissement

Une mission commerciale britannique composée d'hommes d'affaires du secteur de l'énergie a effectué à partir d'hier une visite en Algérie pour examiner les opportunités d'investissement qu'offre le secteur énergétique algérien, indique l'ambassade de Grande-Bretagne à Alger.



Cette délégation, qui compte «sept entreprises britanniques spécialisées dans divers secteurs énergétiques, se rendra à Alger et à Hassi-Messaoud du 1 au 6 février afin d'étudier les opportunités d'investissement dans le marché algérien des hydrocarbures», précise un communiqué de la représentation diplomatique du Royaume-Uni.

«Le secteur de l'énergie est un élément important de la relation commerciale croissante entre le Royaume-Uni et l'Algérie. Cette mission commerciale britannique est une importante initiative pour améliorer davantage cette coopération et permettre aux entreprises britanniques et algériennes d'avoir

un échange fructueux concernant les opportunités dans le secteur de l'énergie», a souligné l'ambassadeur britannique Martyn Roper cité dans le communiqué.

La visite de la délégation d'hommes d'affaires britanniques en Algérie sera aussi une occasion idoine «pour discuter des possibilités offertes pour une meilleure coopération dans le secteur de l'énergie avec les représentants algériens de l'industrie des hydrocarbures», indique encore le communiqué qui relève que les entreprises britanniques veulent apporter leur expertise à l'Algérie en vue de promouvoir les relations bilatérales dans le secteur de l'énergie.

SELON LA BANQUE MONDIALE

L'assurance agricole des pays à faibles revenus représente moins de 0,1 % de leur PNB

L'assurance agricole des pays à faibles revenus représente moins de 0,1 % du Produit national brut (PNB) alors qu'elle atteint près de 2 % du PNB dans les pays riches, a indiqué M. Simon Gray, directeur du département Maghreb dans la région de l'Afrique du Nord, du Proche et Moyen-Orient (Mena) de la Banque Mondiale.

L'utilisation des mécanismes assurantiels pour transférer les risques agricoles est aujourd'hui «trop faible en dehors des pays à hauts revenus», a déclaré M. Gray lors d'un congrès international sur l'assurance et la réassurance

des risques agricoles qui s'est tenu jeudi et vendredi à Marrakech avec la participation d'experts et acteurs dans le domaine, faisant savoir que l'assurance agricole représente près de 2 % du PNB dans les pays riches, alors qu'elle ne représente que moins de 0,1 % du PNB des pays à faibles revenus.

Il a souligné que la gestion des risques dans le domaine agricole est une question qui revêt une grande importance, d'autant plus, a-t-il rappelé, que la majorité de la population active dans les pays en développement, notamment en Afrique, travaille dans le secteur agricole.

A cet effet, il a plaidé pour la réduction de l'impact des risques qui pèsent sur les agriculteurs, à travers une gestion proactive, estimant «préférable» de transférer ces risques lorsqu'ils sont très sévères. «C'est là que l'assurance et la réassurance agricoles jouent un rôle clé», a-t-il affirmé en rappelant que le programme de développement de l'assurance agricole de la Banque Mondiale visait à accompagner les Etats dans la mise en place de partenariats publics-privés dans ce domaine. A l'issue de ce congrès de deux jours, les participants ont souligné que l'assurance peut constituer un élément important dans la gestion ho-

listique des risques agricoles, estimant que ce mécanisme figure parmi les outils à même de contribuer à mieux protéger les agriculteurs contre les multiples risques auxquels ils doivent faire face, liés notamment aux aléas climatiques et à d'autres contraintes relatives aux fluctuations des prix, à l'accès au crédit ou à la commercialisation. Ils ont également souligné la nécessité d'adopter une approche globale en matière de gestion des risques agricoles, insistant sur l'importance de promouvoir le partenariat public-privé qui peut avoir de multiples formes selon les pays et les contraintes.

Ce partenariat peut concerner aussi bien le domaine de la politique économique que celui des aspects techniques, ont-ils expliqué, relevant l'importance de la transparence et la discipline que peuvent amener le marché de l'assurance et le système assurantiel au domaine de la gestion des risques agricoles. Les congressistes

ont rappelé, par ailleurs, que les bouleversements climatiques sont une réalité permanente qui a un impact sur l'agriculture, secteur considéré comme le fer de lance des économies de nombreux pays en développement, affirmant que les compagnies d'assurance ont un rôle important à jouer pour la promotion du secteur agricole.

«Impact du changement climatique sur la gestion des risques agricoles avec ses conséquences économiques et sociales», «Partenariat Public-Privé dans l'assurance agricole», «Innovations en management des données agricoles et météorologiques» et «Gestion des risques agricoles», figuraient parmi les thèmes débattus lors de ce congrès.

La rencontre a été organisée par le Centre africain des risques catastrophiques, l'Organisation des assurances africaines, la Banque Mondiale et la Société centrale de réassurance (Maroc).

Coopération économique pour 2014 renforcée entre Cuba et le Venezuela

Cuba et le Venezuela ont renforcé leur relation économique avec la conclusion de 56 projets de coopération d'une valeur de plus de 1,2 milliard de dollars pour 2014, a annoncé vendredi le président vénézuélien Nicolas Maduro à la conclusion d'une visite à La Havane.

«Nous venons de signer 56 projets de coopération dans les domaines de la santé, l'agriculture, l'énergie, l'éducation et le sport (...) pour 1,259 milliard de dollars pour la seule année 2014», a indiqué Nicolas Maduro à la télévision cubaine.

Le Venezuela est déjà de loin le premier partenaire commercial de Cuba et représente 40% du commerce extérieur de l'île. Caracas fournit notamment à Cuba à des conditions avantageuses quelque 100.000 barils de pétrole par jour, soit la moitié de la consommation cubaine. Le Venezuela est également le premier client de Cuba pour ses exportations de services, notamment dans le domaine de la santé. Quelque 40.000 personnels de santé cubains exercent au Venezuela.

L'exportation de services est la première source de revenus en devises de Cuba, avec quelque 8 milliards de dollars par an, loin devant le tourisme (2,5 milliards) et les remises d'argent de l'étranger (2,5 milliards).

Cuba et le Venezuela «construisent une véritable zone économique, dans le cadre de l'Alba» (Alliance bolivarienne, qui regroupe huit pays de la région). «Nous allons de l'avant, nous sommes l'avant-garde», a affirmé Nicolas Maduro. Le président vénézuélien a participé cette semaine à La Havane au 2e sommet de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac), qui regroupe tous les pays du continent américain à l'exception des Etats-Unis et du Canada.

Le pétrole se maintient en baisse, pénalisé par le dollar

Les cours du pétrole se maintiennent en recul vendredi en fin d'échanges européens, pénalisés par une hausse du dollar, des prises de bénéfices et des inquiétudes persistantes sur la Chine, deuxième consommateur mondial de brut.

En fin d'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 106,85 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,10 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de

«light sweet crude» (WTI) pour la même échéance perdait 30 cents, à 97,93 dollars.

La hausse du dollar, qui a atteint un plus haut en deux mois et demi face à l'euro vendredi, pesait sur les cours du brut, en les rendant plus onéreux pour les investisseurs munis d'autres devises.

Les cours du brut étaient aussi victimes de quelques prises de bénéfices après avoir atteint au cours de la séance de la veille des plus hauts depuis le début de l'année, revigorés par les chiffres de la croissance américaine.

Selon les analystes d'Investec, les prix du brut étaient également affectés par les «inquiétudes sur la consommation chinoise».

La banque HSBC a confirmé jeudi que la production manufacturière en Chine avait reculé en janvier à son plus bas niveau en six mois.

De plus, la consommation chinoise ralentit en ce moment en raison des célébrations entourant le Nouvel An chinois, fêté ce vendredi.

APS

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 7 morts et 14 blessés en 2 jours

Sept personnes ont trouvé la mort et 14 autres personnes ont été blessées lors d'accidents de la circulation survenus durant la période du 30 janvier au 1^{er} février à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier dans un communiqué la direction générale de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa avec 2 personnes décédées et 2 autres blessées, suite à une collision entre un véhicule et un camion-citerne survenue au niveau de la RN n° 01 dans la commune d'Aïn Ouassara.

Les éléments de la Protection civile qui ont effectué 4 006 interventions, sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 18 personnes incommodes par le monoxyde de carbone Co, émanant d'appareils de chauffage et de chauffe bain au niveau des wilayas de Sétif, Blida, Skikda et Naâma.

Les éléments de la PC déplorent à cet effet, la mort d'une femme et de ces deux fillettes, asphyxiées par le monoxyde de carbone Co, émanant d'un chauffage d'une habitation au lieu-dit Cité Kernif, commune Aïn Azel, wilaya de Sétif.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 10 incendies urbains et divers au niveau des wilayas d'Alger, Aïn Timouchent, Khenchela, M'sila, Biskra, Mascara, Mostaganem, Oum Bouaghi et El Bayadh. Ces incendies ont causé la mort d'un bébé au niveau de la cité des 30 logements dans wilaya de M'sila.

CHUTE DE NEIGE 6 personnes sauvées et plusieurs véhicules dégagés par la PC à l'Est

Les unités de la protection civile ont effectué durant les dernières 48h plusieurs opérations de sauvetages de personnes coincées dans la neige et procédé à l'ouverture de plusieurs routes coupées suite aux chutes de neiges qui ont touché les wilayas de l'Est notamment Batna, Khenchela et Tébessa.

Dans ce cadre, 5 personnes coincées à bord de leur véhicule ont été sauvées au lieu-dit Afane, commune Ouled Taga et une autre personne à Boulaghmane, commune de Taouzinet.

10 véhicules coincés par la neige sur la RN n°31 ont également été dégagés à Oued Taga tandis qu'un accident entre un bus de voyageurs et un véhicule léger a été enregistré sur la RN 88, forte heureusement sans faire de victime, sur la RN 88 commune de Tazoult.

Par ailleurs, la Protection civile a mis en place un dispositif spécial sur les axes routiers où le trafic est élevé pour parer à toutes éventualités.

GUÉ DE CONSTANTINE

Djamel 44 ans, père de deux enfants, s'empportait souvent et faisait vivre à sa femme et ses enfants des moments très douloureux. Il consomme encore et toujours ses bouteilles d'alcool et mène la vie dure à son épouse Nadia.

Elle tue son mari : 16 ans de réclusion



En cette journée du 29 décembre 2012, Djamel rentre chez lui ivre mort. Il n'hésitait pas à faire endurer à sa femme les pires humiliations, cette situation, elle la vivait difficilement car son mari ne regretait jamais ses actes. Ne pouvant plus vivre sous le joug d'un mari violent, elle prit la décision de s'en débarrasser. Une dispute éclate entre eux.

Folle de rage, Nadia frappe aveuglément son mari qu'elle abandonnera gisant dans une mare de sang.

Djamel reçu plusieurs coups de pilon décède sur le coup.

L'accusée est arrêtée et jugée au tribunal d'Alger, le mois de janvier 2014. Au box des accusés, la prévenue sera jugée en session criminelle ; cette femme de 39 ans est reconnue coupable d'homicide volontaire. Elle demande à la cour d'être clément avec elle. Le représentant du ministère public, après un bref rappel des faits, désigne l'accusée comme la coupable. « Il apparaît clairement que l'accusée

a tué volontairement son mari, je demande aux jurés de sanctionner son crime par une peine maximale ».

L'avocat de la défense tente de minimiser la gravité des faits et de l'acte de sa cliente en se basant sur son état au moment du crime et les moments difficiles qu'elle avait traversés.

Après deux heures, de délibération, Nadia est condamnée à 16 ans de réclusion criminelle.

A. Ferrag

• CAMBRIOLAGE DE L'APPARTEMENT DU PROCUREUR ADJOINT À TISSEMSILT Les auteurs interpellés

Les éléments de la Police judiciaires de la Sûreté de wilaya de Tissemsilt ont réussi en moins de 12 heures, à élucider l'affaire du cambriolage de la maison sise à la cité El-Merdja, au chef-lieu de wilaya appartenant au procureur adjoint.

Les mis en cause ont volé des électroménagers, des bijoux et une somme d'argent. Selon un communiqué de la cellule de communication de la Sû-

reté de wilaya. Lorsque la victime s'est présentée au siège de la police judiciaire pour signaler ledit cambriolage, les policiers se sont déplacés sur la scène du crime, ils ont fait l'inventaire des objets volés. Partant de là, une enquête a été ouverte, immédiatement, par les enquêteurs et au bout de 12 heures seulement les auteurs, au nombre de quatre ont été identifiés et arrêtés.

Ainsi, trois membres

d'une bande de malfaiteurs ont été écroués alors que le quatrième est toujours en fuite. Poursuivis pour « association de malfaiteurs, vol qualifié », tandis qu'une grande partie des objets volés a été récupérée. Selon le chargé de la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya, les mis en cause ont profité de l'absence de la victime pour commettre leur forfait. Aussi, après perquisition de

leurs maisons, certains objets et une partie de l'argent ont été pu récupérer, outre une voiture de marque « Mégane » et une moto de grosse cylindrée achetées avec l'argent volé.

Quant aux receleurs, sur les cinq personnes impliquées, quatre ont été mises sous contrôle judiciaire tandis que la cinquième personne a bénéficié d'une citation directe.

Abed Meghit

KHEMIS MILIANA

Sept personnes arrêtées par la police

Les éléments de la police de la daïra de Khemis Miliana ont réussi à arrêter sept personnes dont trois repris de justice pour différentes affaires, d'agressions, conduites en état d'ivresse et port d'arme blanche prohibé ainsi que pour consommation de drogue.

Grâce à leurs efforts, les policiers de la Sûreté de daïra de Khemis Miliana ont localisé ces personnes dans différents quartiers de la ville suite à une stratégie bien étudiée par les éléments de la sécurité. Des psychotropes ainsi que des sommes d'argent et des armes blanches ont été saisies. La première personne arrêtée, âgée de 26 ans, suite

à une plainte d'agression physique sur un homme âgé de 43 ans.

Après une recherche de la police il s'est avéré que l'agresseur se trouvait au centre carcéral de Khemis Miliana pour d'autres affaires de criminalité. Un dossier judiciaire a été remis au procureur général, l'accusé a été placé sous mandat de dépôt. Deux autres ont été arrêtés pour conduite en état d'ivresse, après leur arrestation par les éléments de la police en plein centre-ville. Les prises de sang ont affirmé qu'ils étaient en état d'ivresse, ils ont été présentés devant le tribunal de la ville auprès du procureur général qui a ordonné leur mandat de dé-

pôt. Deux autres jeunes âgés de 20 et 24 ans, ont été arrêtés en flagrant délit en possession de drogue. Les accusés ont été présentés auprès du procureur général qui n'a pas hésité à les emprisonner. Par ailleurs, les policiers ont arrêté deux autres personnes pour possession d'arme blanche prohibé et agression sur des personnes. Il s'agit d'un résident originaire de Ghardaïa, âgé de 24 ans. Il a été surpris par les éléments de la police au quartier Souffey lorsqu'il voulait prendre la fuite, et l'autre originaire de Khemis Miliana. Ils ont été présentés devant la cour et écroués.

Salim Ben

SELON UNE ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE GROUPEMENT TERRITORIAL DE LA GENDARMERIE NATIONALE D'ALGER Les jeunes touchés par la déperdition scolaire sont plus exposés à la criminalité

Les auteurs de crimes tels que les homicides, les vols et le trafic de drogue, enregistrés durant les années 2011, 2012 et 2013, font partie de la catégorie des jeunes touchés par la déperdition scolaire, a révélé une étude réalisée par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger.

Les personnes impliquées dans des affaires liées aux crimes suscités, sont estimées à 1.139 personnes nées entre 1990 et 1995, soit 40,1 % des criminels, a précisé l'étude dont l'APS a obtenu une copie.

L'activité du groupement territorial pendant 3 ans fait état de 281 cas de violence, soit un taux de 34,82 %, 305 cas de vols, (37,79 %), 196 cas de drogue (24,28 %) et 25 affaires d'homicides (3,09 %). Le nombre total des cas traités est



de 807 affaires, indique l'étude.

S'agissant du niveau intellectuel, la catégorie la plus impliquée dans ces crimes est celle ayant un niveau moyen avec 59,6 %, a précisé la même source.

L'étude révèle également que les chômeurs au nombre de 662 personnes sont eux aussi impliqués dans des crimes avec (58,12 %) contre 2,6 % pour la catégorie des étudiants.

S'agissant des causes de la prolifération de la criminalité en milieu juvénile,

l'étude démontre qu'elle est due aux conditions sociales qui ont marqué le pays durant la décennie noire, à l'exode rural et à l'impact négatif des chaînes satellitaires et de l'Internet sur les jeunes. La déperdition scolaire à un âge précoce reste, selon l'étude, la cause principale de la prolifération de la criminalité parmi les jeunes qui se retrouvent à moment donné sans formation ou occupation, ce qui les encourage à user de la violence pour survivre.

Un dangereux criminel arrêtée a El Abadia

Les policiers d'El Abadia, ont réussi à mettre hors d'état de nuire un dangereux malfaiteur, repris de justice qui était recherché par la justice, pour vols, agression et incitation à la débauche.

Il s'agit d'un jeune homme âgé de 24 originaire d'El Abadia, arrêté suite à une opération de recherche menée par les

éléments de la Sûreté de daïra d'El Abadia. L'accusé a été présenté devant le procureur général qui a ordonné sa mise sous mandat de dépôt. Les faits de l'affaire remontent à la semaine passée quand le père d'une fille âgée de 16 ans a déposé plainte pour agression et incitation à la débauche. Les policiers ont

réussi à localiser l'agresseur au niveau du quartier de la Solidarité à la sortie ouest de la ville.

Après les procédures juridiques nécessaires, un fichier a été achevé contre ce criminel qui a été présenté devant le procureur à la Cour d'El Attaf puis placé en détention provisoire.

Salim Ben

Un voleur arrêté après un mois de fuite



Une autre personne âgée de 21 ans a été arrêtée par les éléments de la police de la daïra de Miliana, après une recherche de plus d'un mois. L'accusé a volé une somme d'argent estimée à 10 millions de centimes et un portable d'un camion au niveau du quartier du 5-Juillet dans la ville de Miliana.

L'affaire remonte au cours du mois passé lorsque ce criminel a localisé un camion parqué dans ce quartier. Il a réussi de s'infiltrer dans le camion et

pris une somme d'argent de 10 millions de centimes ainsi qu'un portable. Les policiers ont localisé cette personne grâce à la collaboration de l'opérateur téléphonique «Djezzy». Les recherches ont été lancées suite à une plainte de la victime.

Aussitôt arrêté, il a été présenté au procureur de la République auprès du tribunal de Miliana, qui a ordonné son mandat de dépôt à la fin de la semaine passée.

Salim Ben

SIDI BEL-ABBES

711 accidents de la route en 2013

La wilaya de Sidi Bel-Abbes a enregistré 711 accidents en 2013, occupant ainsi la 27ème place à l'échelle nationale durant l'année dernière, a-t-on appris en marge de la semaine de prévention et de sensibilisation contre les accidents de la circulation qui se poursuivra jusqu'au 3 février.

Le Directeur général du

Centre national de prévention et de sécurité routières, Boutalbi El Hachemi, a indiqué que durant cette période, les accidents de la route ont fait 75 morts et 1.143 blessés, classant cette wilaya à la 30ème place à l'échelle nationale pour ce qui est du nombre des victimes.

607 accidents ont été en-

registrés en 2012, sur les routes de la wilaya, a-t-on ajouté de même source.

Le même responsable a expliqué que les principales causes de ces drames de la route qui ont endeuillé de centaines de familles sont l'excès de vitesse et le non-respect du code de la route.

Pour sa part, le wali de Sidi Bel-Abbès, Mohamed

Hattab, qui a pris part, à l'ouverture de cette manifestation, tenue à la maison de la culture «Kateb Yacine», a souligné l'importance d'une telle manifestation qui a pour but d'attirer l'attention des usagers de la route sur les dangers encourus en cas de mauvaise conduite et de non-respect des règles du code de la route.

SELON P^R CHAFIA DAHO MEKHLLOUFI, DE CHU LAMINE-DEBAGHINE La lombalgie parmi les maladies les plus coûteuses

La chef de service orthopédique de l'hôpital Lamine Debaghine, P^r Chafia Dahou Mekhloufi, a indiqué vendredi à Alger que les lombalgies comptaient parmi les maladies les plus coûteuses dans le monde.

La lombalgie est l'une des maladies les plus répandues dans le monde et la plus coûteuse pour les caisses de sécurité sociale qu'il s'agisse du remboursement des congés de maladie ou des soins, a souligné la spécialiste lors d'une rencontre sur la prise en charge de la douleur.

Qualifiant la lombalgie de «maladie du siècle», la spécialiste a souligné qu'elle touche les hommes âgés entre 25 et 50 ans et les femmes de 60 ans qui sont particulièrement exposés aux fractures et à l'ostéoporose.

Les personnes sujettes aux lombalgies sont principalement celles qui font des travaux pénibles, soulèvent des poids ou ceux qui restent longtemps assis devant leur ordinateur.

Elle a exhorté les personnes souffrant de cette maladie à reprendre le travail et de ne pas rester à la maison, soulignant que le mode de vie moderne a fortement contribué à l'apparition des lombalgies dont le traitement exige une prise en charge médicale pluridisciplinaire.

INCENDIE D'UNE MAISON DE RETRAITE AU QUÉBEC: 24 corps retirés des décombres

La Sûreté du Québec a annoncé vendredi avoir retiré 24 corps des décombres d'une maison de retraite à l'Isle-Verte au Québec, ravagée la semaine dernière par un incendie, décomptant encore huit disparus. Dans la nuit du jeudi 23 janvier, le feu s'était déclaré dans une aile de la maison de retraite qui abritait près de 60 personnes dans cette localité de 1.400 habitants, à 230 kilomètres au nord-est de Québec sur les bords du fleuve Saint-Laurent. Les flammes attisées par un vent violent et surtout la mobilité réduite de la grande majorité des pensionnaires expliquent ce lourd bilan. Les recherches se poursuivent, a indiqué la police en précisant que les fouilles se déroulent maintenant sur le secteur le plus ravagé par les flammes. Des restes humains «ont été retrouvés et seront expertisés» pour déterminer l'identité, a indiqué la Sûreté du Québec. L'enquête sur les causes de cet incendie se poursuit et aucune hypothèse n'est écartée, a indiqué la police.

ERUPTION D'UN VOLCAN EN INDONÉSIE Quatre morts et trois blessés

Quatre personnes ont été tuées et trois autres blessées samedi en Indonésie dans l'éruption du volcan Sinabung, situé dans le Sumatra du Nord, a indiqué l'Agence nationale indonésienne de la recherche et des secours.

«Quatre personnes ont été tuées et trois autres blessées samedi suite à l'éruption du volcan Sinabung», a rapporté le porte-parole de l'Agence nationale indonésienne de la recherche et des secours, Moch. Hernanto, cité par Chine nouvelle. Le volcan Sinabung, situé au Sumatra du Nord de l'Indonésie, est entré en éruption pour la troisième fois samedi, crachant des cendres chaudes et des matières volcaniques. La veille, 14.000 personnes qui avaient été évacuées étaient retournées à leur domicile de la région, a-t-on ajouté.

APS

AIN TEMOUCHENT Réception prochaine de quatre nouveaux bureaux de poste

Quatre nouveaux bureaux de poste seront réceptionnés avant la fin du premier semestre 2014 au niveau de la wilaya d'Ain Temouchent pour renforcer le secteur et résorber le déficit dans ce domaine, a indiqué samedi le directeur de la poste et des technologies de l'information et de la communication. Le taux d'avancement des travaux de ces infrastructures en construction à Aïn Temouchent, Hammam Bouhadjar, Aïn Larbâa et El-Amria, est estimé en moyenne à près de 90 pour cent, a précisé M. Driss Benziouche.

Ces bureaux de poste porteront le nombre de ces structures à travers la wilaya de 58 actuellement à 62, contribuant ainsi à l'amélioration de la densité postale et un rapprochement de la clientèle, a-t-il ajouté. Pour Aïn Temouchent, le nouveau bureau de poste à quatre guichets sera ouvert plus précisément dans la ville nouvelle 2 (POS sud-ouest). Cette réalisation d'un coût de 49 millions DA, s'insère, à l'instar des trois autres, dans le cadre du renforcement des structures de proximité, a-t-on signalé. Ces structures assureront différents services postaux au profit des citoyens, notamment dans les zones et quartiers qui ne disposent pas de bureaux de poste. Le déficit en matière de bureaux de poste dans la wilaya est estimé à 7 dont quatre sont en cours de réalisation. Dix (10) guichets de paiement automatique (GAB) doivent être également réalisés au profit de 9 communes de la wilaya. La densité moyenne actuelle en bureaux de poste au niveau de la wilaya est d'un bureau pour 6.500 habitants. La densité nationale étant d'un bureau pour 10.500 habitants, a déclaré M. Benziouche. Par ailleurs, des actions de réfection d'anciens bureaux de poste comme ceux d'El-Amria, Oued-el-kihél et Oued-Sabbah, sont programmées. En outre, le réseau postal de la ville d'Aïn Temouchent sera prochainement renforcé par de nouveaux bureaux de proximité à la cité Mohamed-Boudiaf, au sein même du centre universitaire et au niveau de la nouvelle gare routière. Ces structures contribueront à une fluidité des activités postales, notamment celles des comptes courants postaux (CCP).

AÏN DEFLA Coup d'accélérateur aux projets de transport

Une étude visant la réalisation de 4 gares routières et 7 stations urbaines sera lancée prochainement dans la wilaya de Aïn Defla, a-t-on appris auprès de la direction des Transports. L'étude prévoit la réalisation de 4 gares routières à Aïn Defla, Khémis Miliana, El Attaf et El Abbadia ainsi que 7 stations urbaines dans ces mêmes communes et à Djendel, El Abbadia et El Amra, a précisé la même source. Les terrains ont été choisis pour les 4 gares routières d'une superficie de 30 000 m2 chacune à l'exception de celle d'El Attaf qui s'étale sur 12.000 m2. L'emplacement des 7 stations urbaines d'El Abbadia (10 000 m2), El Amra (5000 m2), El Attaf (3000 m2), Miliana et Djendel (4000 m2 chacune), Aïn Defla et Khémis Miliana (8000 m2 chacune), a également été déterminé, a ajouté la même source. Une fois concrétisés, ces projets qui comportent toutes les commodités nécessaires, contribueront grandement à améliorer les prestations à l'adresse des usagers des transports publics et à leur faciliter les déplacements, a-t-on souligné de même source.

APS

BOUIRA El-Adjiba... au rythme de l'autoroute

Issue du découpage administratif de 1984, la commune d'El-Adjiba, située à une trentaine de km à l'est du chef-lieu de la wilaya de Bouira, connaît ces dernières années une importante dynamique de développement grâce à une série de projets socio-économiques engagés dans la région. En effet, l'implantation, il y a quelques années, d'une usine de plâtre à quelques kilomètres du chef-lieu de cette municipalité a été le déclencheur principal du développement de cette commune de près de 13 000 habitants.

Il s'agit d'une importante unité de production du plâtre médical mise en exploitation depuis presque quatre ans par la société algéro-française «Colpa», issue d'un partenariat entre le groupe français «Lafarge» et le groupe algérien «Cosider». Elle emploie près de 300 personnes, des jeunes pour la plupart issus de cette municipalité relevant de la daïra de Bechloul. Cet important investissement a été concrétisé pour un montant global de 22 milliards de dinars, selon la fiche technique du projet. Par ailleurs la commune d'El-Adjiba a pu réaliser en trois ans seulement des centaines de logements, tous segments confondus, pour répondre aux besoins croissants de ses citoyens en matière d'habitat et d'emploi. Construits, en effet, au bord de la route nationale N° 5, qui traverse la commune dans toute son étendue, tous ces logements sont dotés de locaux com-



merciaux, attribués aux jeunes de la région pour leur permettre d'exercer différentes activités, créant ainsi une grande dynamique commerciale dans cette commune. Durant les deux années écoulées (2012 et 2013), plus de 230 logements sociaux avaient été attribués à leurs bénéficiaires, des nécessiteux et des familles défavorisées, notamment.

Lancés en 2013, plusieurs autres projets de logement sont également en cours de réalisation. Leur livraison est prévue pour le mois de juin prochain, selon les prévisions des autorités municipales. Toutefois eu égard à sa vocation agricole et à sa multitude de villages, à l'image de ceux d'Aguouillal, Semmache, Tahmra Hagui et la Crête rouge, l'habitat rural se taille la part du lion dans ce secteur à El-Adjiba. Tous ces projets sont accompagnés d'une série de structures et équipements publics réalisés du-

rant les deux derniers quinquennats (2005-2009) et (2010-2014), dont un lycée, des groupes scolaires, des salles de soins, ainsi que des aires de sport et de jeux pour les jeunes. Les différents quartiers de la commune ont, pour leur part, bénéficié d'une vaste opération d'aménagement et d'amélioration urbaine.

D'autre part, le raccordement des différents villages et localités de cette municipalité au système des grands transferts d'eau du barrage de Tiledit est le second important projet dont a bénéficié El-Adjiba, qui connaît depuis des années des pénuries récurrentes d'eau potable. Ce projet, qui a fortement contribué à la réduction du taux élevé du chômage qu'enregistre cette région rurale, devra être réceptionné d'ici à juin 2014, selon M. Ouslimane El-Hadij, responsable au sein de la direction de l'Hydraulique.

EN RAISON DE CHUTES DE NEIGE Plusieurs routes fermées à Batna

D'importantes chutes de neige affectent depuis jeudi la wilaya de Batna, provoquant la fermeture de plusieurs routes nationales (RN) et chemins de wilayas (CW), et rendant difficile l'accès aux régions montagneuses, a-t-on appris vendredi auprès du groupement territorial de la Gendarmerie nationale. L'amoncellement de neige a interrompu la circulation sur la RN 77 reliant la wilaya de Batna à Sétif, à hauteur de la région Tafrent, à Hidoussa, a précisé la même source. La neige a également bloqué la circulation sur la RN 87 (Batna-Biskra) à Theniet Erssas, dans la commune de Theniet El Abed, ainsi que dans la commune d'Oued Taga, sur la RN 88 au niveau de la commune d'Ouyoun El Assafir a-t-on noté. Les CW n° 54 reliant Arris à Theniet El Abed et n° 172 entre Ichemoul et la RN 31, à hauteur de la mecha Melloudja, et le chemin communal (CC) n° 10 sont également bloqués à la circulation, ont ajouté les services de la sécurité routière de la Gendarmerie nationale. La RN 86 entre les communes de Merouana et Oued el Ma, et entre

Merouana, Talkhemt et Ras el Ayoun, au lieudit mecha Ouled Saoudi, et la RN 31 reliant Batna et Biskra, du côté de la commune d'Arris «sont difficiles d'accès», et pourraient être fermées à la circulation en cas de persistance des chutes de neige, a encore indiqué la même source. Les services de la sécurité routière du groupement territorial de la Gendarmerie nationale ont adressé, à travers les ondes de la radio locale, des appels aux usagers de la route, les engageant à être «extrêmement prudents», d'autant que la neige va continuer de tomber sur la région de Batna.

De leur côté, les services de la météorologie nationale basés à l'aéroport Mostefa-Benbouadi prévoient «une poursuite des perturbations climatiques dans la wilaya de Batna pour ce vendredi et également pour la journée de samedi, avec de fortes chutes de neige sur les hauteurs de Belezma et d'Arris, notamment.

Une baisse significative des températures, atteignant jusqu'à moins 6°, est attendue dans la région des Aurès, ont précisé les mêmes services.

WILAYA DE NAÂMA Plus de 180 projets avalsés par le CALPIREF

Pas moins de 185 projets ont été approuvés par le Comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (CALPIREF), dans la wilaya de Naâma, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Parmi ces projets avalsés qui généreront à leur concrétisation près de 3.000 emplois, figure un total de 90 projets ont profité de leurs décisions de concession, selon la même source. Les porteurs des projets ont bénéficié d'une surface de 200 hectares exploitables dans les brefs délais à la réalisation des unités de production et de service au niveau des zones d'activités et d'autres espaces destinés à l'investissement, a-t-on fait savoir. Depuis sa création en 2011, le CALPIREF de Naâma a réceptionné près de 219 dossiers d'investissement dont 30 ont été retenus pour être réalisés dans l'année précédente 2013, a-t-on signalé. Ces projets en question sont répartis sur un total de 74 projets inscrits notamment dans le domaine des services, ainsi que 73 autres dans l'industrie, 30 projets dans le tourisme, en plus de 29 autres dans la fabrication des matériaux de construction, et 13 projets dans le secteur du commerce, a-t-on ajouté.

JOURNÉE MONDIALE DES ZONES HUMIDES

DES SPÉCIALISTES DE L'ENVIRONNEMENT METTENT EN GARDE

Situation inacceptable dans les zones humides de la région d'Oran

Les zones humides que recèle la wilaya d'Oran se trouvent en majorité dans une situation inacceptable suscitant l'inquiétude des responsables et des spécialistes de l'environnement et une crainte de la détérioration de ces sites écologiques par le fait de la pollution.

Hormis les «Salines d'Arzew» qui constituent l'unique plan d'eau préservé en bon état, les sept autres zones humides connaissent des problèmes environnementaux menaçant la biodiversité, a indiqué le chef du service «littoral et biodiversité» à la direction de l'environnement de la wilaya, Mme Mazouz Samira.

Pour sa part, le conservateur des forêts de la wilaya, M. Bouziane Abdelkrim s'est déclaré non satisfait de la situation actuelle des plans d'eau classés et non classés, «qui nécessitent une protection et une valorisation dans le cadre du programme de développement durable, patant de leur importance écologique, biologique et économique». La capitale de l'Ouest algérien dispose de dix zones humides que sont la grande Sebkhia (43.000 ha), la Macta s'étendant sur les territoires des wilayas d'Oran, de Mascara et de Mostaganem, (19.000 ha), les Salines d'Arzew (290 ha), le lac Telamine (1.100 ha), Dhayet Oum Ghellaz (300 ha), Dhayat El Bagra (200 ha), Dhayet Morsli (150 ha), le lac de Sidi Chahmi (10 ha), les zones de Agadir Lahehal (4 ha) et de Sidi Mohamed (50 ha).

Musée ouvert sur la biodiversité à préserver

Ces zones constituent des sites de repeuplement des oiseaux qui les utilisent pour faire leurs nids et comme espaces de repos dans leur migration saisonnière du nord au sud à la recherche des conditions adéquates (chaleur et nourriture), d'où la nécessité de préserver cet écosystème, insistent les spécialistes. En dépit de la situation actuelle des zones humides qui nécessitent une prise en charge des responsables concernés, les oiseaux d'eau continuent de les fréquenter dans leur périple hivernal parcourant de longues distances, selon le conservateur des forêts.

La conservation des forêts recense entre 70.000 et 180.000 d'oiseaux d'eau par an. Le nombre total des espèces de volatiles qui atterrissent dans ces zones humides varie entre 43 et 45 espèces et peut atteindre jusqu'à 57 espèces d'oiseaux dont des flamants roses et diverses variétés de canards. En outre, ces plans d'eau recèlent une multitude de plantes importantes dans le domaine de la préservation de l'écosystème.

Des industriels à l'origine de la détérioration

Certains industriels, dont les usines ne disposent pas de stations de traitement des eaux, sont pointés du doigt s'agissant de la situation qui prévaut dans les zones humides d'Oran. On leur reproche une insouciance quant aux lois en vigueur dans le domaine de la protection de l'environnement contre la pollution industrielle.

A ce titre, la zone humide d'Oum Ghellaz, le lac Telamine et Dhayet Morsli sont confrontés au rejet d'eaux industrielles non traitées menaçant des sites de nidation d'oiseaux d'eau, a indiqué le chef du service «littoral et biodiversité» à la conservation des forêts.

Pour la zone de Dhayet Morsli, le problème de rejet d'eaux domestiques a été résolu depuis la réalisation et la



mise en service de la STEP d'El Kerma, a-t-on souligné. La direction de l'environnement a adressé dernièrement 15 mises en demeure à des entreprises industrielles activant dans la zone industrielle d'Es Sénia quant au rejet des eaux industrielles non traitées dans la zone humide de Dhayet Morsli en recourant à une conduite d'évacuation des eaux pluviales, réalisée par la commune pour la protection contre les inondations.

A ce sujet, Mme Mazouz Samira dira «nous ne sommes pas contre le développement industriel, mais il faut préserver ces zones humides et respecter la loi 02-11 portant sur les espaces protégés dans le cadre du développement durable. C'est la première loi dans la législation algérienne qui décrit réellement les zones humides et leur rôle dans la biodiversité. La prolifération des constructions illicites et le rejet des eaux usées sont les problèmes qui affectent Dhayet Sidi Chahmi, au même titre que les déchets sauvages et anarchiques qui altèrent l'environnement dans les zones comme le lac Telamine à Gdyl et d'Oum Ghellaz à Oued Tlélat.

Le pacage illicite aggrave la situation

Par ailleurs, les plantes qui se développent au périmètre des zones humides et constituent un élément de biodiversité sont menacées de disparition par le fait du pacage illicite pratiqué par certains éleveurs de bovins et d'ovins.

Des troupeaux ruent dans les zones humides de Macta et d'Oum Ghellaz et au lac Telamine et dévorent le couvert végétal qui a une caractéristique absorbant le sel et protégeant le sol contre la salinité, fait remarquer Mme Mazouz Samira. En cas de disparition de ces variétés végétales, une montée du sel aux terres agricoles adjacentes est à craindre, selon la même intervenante.

Les arbres plantés par la conservation des forêts dans différentes occasions pour la constitution d'une ceinture verte autour des plans d'eau ne sont pas épargnés par le bétail. Cependant, l'effort de reboisement continue en attendant une meilleure prise en charge du phénomène du pacage sauvage.

Des démarches pour protéger les zones humides

Pour remédier à cette situation, les autorités locales ont pris l'initiative, après la promulgation de la loi portant sur les espaces naturels protégés, de créer une commission de wilaya composée de représentants de différents services techniques de l'environnement, de la conservation des forêts et de la direction de l'industrie pour protéger les zones humides. En vertu de cette loi qui constitue un outil de travail, il a été proposé de clas-

ser les zones humides localement et le lancement et l'inscription d'études et la mise en place de balises délimitant les zones humides afin d'empêcher le pacage illicite, a-t-elle ajouté.

Pour rappel, quatre zones humides d'Oran sont classées au titre de la convention Ramsar. Il s'agit de la grande Sebkhia, la Macta, le lac Telamine et les Salines d'Arzew. Quatre autres sont à la liste d'attente après accomplissement des procédures et des conditions de classement mondial. Les directions des forêts, de l'environnement et de l'éducation œuvrent, avec le concours de la radio locale et des associations écologiques, à sensibiliser les citoyens, les élèves et les responsables du secteur industriel sur l'importance de préserver ces espaces naturels.

Ces actions ont contribué à faire connaître des plans d'eau autrefois inconnus et plus d'initiatives sont encore souhaitables avec l'implication des parties concernées pour protéger ce patrimoine écologique et en faire une destination touristique créatrice de richesses, a souligné, pour sa part, Mme Mekki Zoulikha, membre de l'association d'hygiène et de développement touristique.

Des projets pour dissiper les craintes

Parmi les opérations lancées par la direction de l'environnement, l'achèvement de l'étude de dépollution du lac Telamine où se trouve une grande décharge, ainsi que le lancement d'un avis d'appel d'offres pour choisir une entreprise chargée de réaliser cette opération. Un projet d'aménagement de la décharge d'El Kerma avoisinant le plan d'eau de la grande Sebkhia constituera une bouffée d'oxygène au sud de la wilaya d'Oran, une fois transformée en site de repos et de détente, surtout après la réalisation de marchés de gros de fruits et de légumes, d'automobile et de bétail dans cette région. Dhayet Oum Ghellaz bénéficiera, quant à elle, de la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées dans la commune de Oued Tlélat, pour mettre un terme aux déversements des eaux d'assainissement. Au titre du prochain quinquennat, il a été proposé quatre études d'aménagement des Salines d'Arzew, du lac Telamine, de la Macta et de la grande Sebkhia. Ces opérations visant à valoriser des zones humides d'Oran et leur protection, permettront de dégager un programme de gestion intégrée outre la réalisation d'autres installations dont des tours de contrôle pour suivre le mouvement ornithologique, selon le conservateur des forêts. En attendant la concrétisation de ces projets qui nécessitent des mesures administratives, il s'avère impératif d'appliquer strictement les lois portant sur la préservation de l'écosystème à Oran.

GHARDAÏA

4.619 oiseaux migrateurs recensés dans le lac Sebkhah El Maleh à El Meneaa

Quatre mille six cent dix-neuf (4619) oiseaux migrateurs ont été dénombrés par les ornithologues dans la zone humide du lac de la Sebkhah El-Maleh situé à la sortie sud de la localité d'El-Meneaa (à 275 km au sud de Ghardaïa), a-t-on appris samedi auprès de la Conservation des forêts de la wilaya.

Ce recensement d'oiseaux, utilisant la zone humide d'El Meneaa située sur l'axe migratoire entre l'Europe et l'Afrique, comme «une halte migratoire ou une zone de nidification», a été établi à la faveur du traditionnel recensement international des oiseaux migrateurs effectué la mi-janvier de chaque année, par les ornithologues, a indiqué le chef du service de l'expansion du patrimoine et la protection de la faune et la flore à la conservation des forêts M. Kamel Oulmane. Ce comptage a permis de répertorier une trentaine d'espèces avifaunes pour la plupart des anatidés (canard souchet, pile et siffleur, le tadome casarca, sarcelle d'hiver) ainsi que d'autres espèces telles fousques macroules, aigrette, poule d'eau, le flamand rose, le grand corbeau, la bécassine des marais, et d'autres espèces, a-t-il précisé. Ces sujets avifaunes ont été observés sur l'ensemble du site de la «Sebkhah El Maleh», classé zone humide d'importance internationale en 2004 dans le cadre de la convention de «Ramsar».

Cette zone s'étend sur plus de 18.947 hectares dont 1.500 hectares de plan d'eau, a fait savoir le même responsable. «Ce nombre d'avifaunes et d'espèces hivernant cette aire humide illustre l'intérêt et l'importance biologique de cet espace riche en faune aquatique, entomologique et autres batraciens substances permettant d'assurer la survie et le cycle de vie des oiseaux migrateurs», a expliqué M Oulmane. Destination de nombreuses espèces migratrices, ce site d'un grand intérêt écologique constitue un berceau d'une population avifaune très variée dont une partie inscrite sur la liste des oiseaux menacés élaborée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) telle le tadome casarca (515 sujets recensés) et le fuligule nyroca (202 sujets) et doit être préservé travers des mesures de protection», a-t-il souligné.

Ce site naturel aquatique présentant des qualités naturelles et esthétiques rares et uniques est composé de deux bassins, l'un d'eau douce et l'autre d'eau salée qui renferme outre des milliers d'oiseaux migrateurs dont des espèces rares, une faune remarquable de mammifères d'espèces d'amphibiens et de reptiles, de poissons, tel le gambusia ainsi qu'une flore endémique riche et variée tel le Tamarix, limoniastrum, Phragmites et Typha qui colonise les berges et même les eaux. Cet espace naturel de nidification et relais pour la migration de la population avifaune est confronté à plusieurs menaces et dégradation multiples induit par l'effet de l'homme et de l'urbanisation anarchique et accélérée. La détérioration du site par l'arrachage extensif, la coupe et brûlis de la végétation, la pollution par les dépôts des déchets urbains, les rejets des eaux usées dans le lac, le braconnage ainsi que les constructions illicites constituent autant de menaces pour l'équilibre écologique de cette zone humide.

Afin de préserver, voire d'augmenter l'intérêt de ce joyau biologique, les pouvoirs publics ont entamé les travaux de réalisation d'une station de lagunage d'une capacité de traitement de 30.000 M3/jour, pour prendre en charge les rejets d'eau usée domestique des deux communes mitoyennes d'El Meneaa et Hassi El Garaa, selon la même source. Cette aire aquatique constitue un patrimoine naturel à valoriser et promouvoir pour le développement des activités touristiques et artisanales de la région.

Comment réagir



CRISE DE PANIQUE



Sensations de malaise intense, impression de mourir, sueurs froides, cœur qui s'emballer... Les symptômes de la crise de panique sont très perturbants. Mais rassurez-vous, ça se soigne... Le point avec le Dr Christophe André, psychiatre.

Crise de panique : ça peut arriver à n'importe qui ?

À l'origine, il y a une crise, brutale, et qui survient sans raison apparente : dans un supermarché, un train, un bus bondé, un embouteillage... D'un coup, tout lâche : on se sent mal, très mal, on tremble, on pâlit, on transpire, on étouffe... On a peur de faire une crise cardiaque, car le cœur se met à battre 200 fois par minute, on ne tient plus sur ses jambes... Bref, on a l'impression qu'on est sur le point de mourir, ici, tout de suite. « Il existe une vulnérabilité à ce genre de troubles paniques, qui forme un terrain propice, explique le Dr Christophe André, psychiatre. Certaines personnes hyperémotives ressentent les émotions plus violemment que la moyenne, et leur corps est prompt à s'emballer. » Mais cela ne suffit pas. « Nous pensons aujourd'hui que les "paniqueurs" régulent mal cette hyperémoti-

vité, ce qui est certainement lié à leur éducation : on ne leur a pas appris à exprimer leurs émotions, à savoir les accueillir sans s'affoler ou à les apaiser quand elles s'expriment brutalement. » Enfin, l'attaque de panique initiale est provoquée par un facteur déclenchant, en général un stress intense et durable, professionnel ou personnel. La crise ne se produit pas forcément pendant une période difficile, mais parfois juste après, quand la pression se relâche et que l'individu « baisse sa garde ».

Crise de panique : quels effets au quotidien ?

La crise de panique est un signal d'alarme qu'il est important de ne pas minimiser, sans pour autant s'affoler, ni surtout se croire cardiaque ou fou. Cette crise est la preuve que la vie devient trop pesante pour nos capacités émotionnelles. On a donc tout intérêt à se faire prendre en charge. La crise est un vrai traumatisme (la peur de mourir est réelle), qui va déclencher des questionnements : « Que m'arrive-t-il ? », « Suis-je malade ? », « Pourquoi moi ? »... Elle suscite aussi des ruminations (« Je deviens dingue »), de l'inquiétude, de l'appréhension...

Ces pensées « parasites » peuvent s'installer et aboutir à la crainte permanente que la crise se répète. Elles peuvent entraîner l'évitement des lieux à risque, ce qui est une forme d'agoraphobie. Ainsi, celle qui s'est sentie mal dans un grand magasin ne fera plus ses courses que chez les commerçants de quartier. Telle autre ne prendra plus les transports en commun, évitera les salles de spectacle... Ces comportements, s'ils semblent résoudre temporairement le problème, vont aussi perturber, voire paralyser peu à peu la vie sociale.

Crise de panique : existe-t-il des traitements ?

Des médicaments de type tranquillisants ou antidépresseurs visent à stabiliser les émotions. Ils peuvent être prescrits pour leur effet antipanique sur une période de six mois à un an minimum. Mais ils ne sont pas toujours suffisants. Les thérapies cognitivo-comportementales (TCC) ont apporté la preuve de leur efficacité, en permettant un vrai réapprentissage. Réalisées avec un psy (psychiatre ou un psychologue), elles vont aider le patient à affronter ses peurs pour mieux les vaincre.

La thérapie dure de six mois à un an et passe par des séances d'exposition (d'abord avec le psy, puis seul) aux situations stressantes. « Nous avons ajouté des expositions aux sensations produites par les crises elles-mêmes », précise le Dr André. Ainsi, la personne qui redoute que son cœur s'emballer s'entraîne à augmenter son rythme cardiaque (en grimant des escaliers, par exemple). Elle apprend à ne plus s'angoisser lorsqu'il bat la chamade, et à revenir en douceur à un rythme normal. Celle qui est opprimée, avec la sensation que sa gorge se noue et ne laisse plus passer l'air, apprend à respirer à travers une paille...

Crise de panique : peut-on éviter leur répétition ?

Tout ce qui stabilise les émotions est bénéfique. Activité physique, relaxation et méditation sont autant de techniques qui aident à gérer son stress... Toutefois, il importe d'accepter sa vulnérabilité émotionnelle : comme un ancien fumeur, on reste longtemps un « ancien paniqueur » mais on vit avec, en conscience, pour ne tirer que le meilleur de son émotivité et ne plus se laisser envahir.

Comment la surmonter



CRISE D'ANGOISSE

Palpitations, vertiges, sueurs... Vos crises d'angoisse vous clouent sur place, prenant parfois l'allure d'une attaque cardiaque. Si la crise n'est pas toujours évitable, quelques bons réflexes peuvent l'atténuer.

Connaître les symptômes d'une crise d'angoisse

Les crises d'angoisse, appelées aussi attaques de panique, sont souvent spectaculaires : sensation d'étouffement, palpitations, vertiges, jambes en coton, sueurs... Ces symptômes augmentent encore l'angoisse des personnes sujettes aux crises. Elles redoutent un infarctus, elles ont peur de mourir.

La première chose est de consulter au moins une fois pour vérifier que tout va bien côté cœur. Ensuite, rassurez-vous, une crise d'angoisse ne fait courir aucun danger. Ces signes physiques sont psychosomatiques. Néanmoins, quand une crise survient, ne restez pas seul et contactez un médecin : il vous donnera un tranquilisant qui vous calmera.

Enrayer la crise d'angoisse

Vous avez l'esprit envahi par des idées noires ? Vous vous sentez oppressé ? Ne laissez pas l'angoisse monter, trouvez-vous un dérivatif : allez au cinéma, appelez un ami... L'important, c'est de penser à autre chose. Si vous avez déjà consulté un médecin à ce sujet, il vous a peut-être prescrit un anxiolytique. Dans ce cas, vous pouvez prendre un comprimé pour vous apaiser.

La bonne réaction pendant la crise d'angoisse

Quand l'attaque de panique survient, essayez de vous concentrer sur votre respiration. Au besoin, respirez 4 ou 5 fois dans un sac en plastique. Cela aura pour effet de ralentir votre respiration et de dissiper le malaise (suffocation, vertige...).

Adopter la bonne hygiène de vie pour éviter les crises d'angoisses

Pour prévenir les crises, rien de tel qu'une bonne hygiène

de vie. Réduisez votre consommation de café et évitez tous les excitants (drogues, alcool...), faites une activité physique régulière et surtout dormez suffisamment : le manque de sommeil aggrave les troubles anxieux.

Vous pouvez aussi faire des petits exercices de relaxation pour limiter les effets de l'anxiété. Où que vous soyez : au bureau, dans votre voiture à un feu rouge... Sans même fermer les yeux, laissez tomber vos bras sur vos cuisses, respirez calmement par le ventre et relâchez les muscles de vos épaules, de vos mâchoires. Répétez ces mini-relaxations durant quelques secondes. Et n'attendez pas d'être trop tendu pour le faire !

Et si c'était à cause d'une carence en magnésium ?

Un manque en magnésium se cache parfois derrière les crises d'angoisse. Demandez l'avis d'un médecin. Pour compenser, vous devrez favoriser les aliments issus de l'agriculture biologique (l'usage de nitrates entraîne un appauvrissement en magnésium) : viandes, légumes, fruits, poisson, chocolat noir et fruits de mer. Si votre carence est forte, un apport médicamenteux sera peut-être nécessaire : préférez les sels organiques de magnésium associés à la vitamine B6 qui est mal assimilée par l'intestin.

Attention : ne pas confondre avec une crise de spasmophilie !

Les crises de spasmophilie ressemblent beaucoup aux crises d'angoisse. Elles se caractérisent par une tendance à l'hyperexcitabilité neuromusculaire. Fourmillements, tremblements, bouffées de chaleur, palpitations, jambes qui se dérobent... Pour certains médecins, le stress est responsable de la spasmophilie. Pour d'autres, c'est une carence en magnésium, grand régulateur du système nerveux, qui est à l'origine de ces crises. Les traitements pour lutter contre la spasmophilie ressemblent beaucoup à ceux de l'anxiété : une bonne hygiène de vie, des cures de magnésium, une psychothérapie, des cours de relaxation et, quand les crises se multiplient, des anxiolytiques...

Les vertus de la marche dans l'eau froide



A la fois stimulante, drainante et anti-jambes lourdes, l'eau froide fait du bien à notre organisme et le rend plus résistant aux inflammations. Les thalassos ont bien compris l'intérêt d'exploiter les vertus de l'hydrothérapie dans leurs soins. La marche dans l'eau froide constitue sans doute un des soins les plus simples, efficaces, et faciles à reproduire. Témoignage.

Le grand bain

A l'espace marin de la Thalasso Prévitall de Canville, les curistes se prélassent dans le jacuzzi et les bains bouillonnants. À côté, quelques tourgeux empruntent à tâtons la rivière de marche en eau froide. Prenant mon courage à deux mains, je me dirige vers le bassin et plonge rapidement quelques orteils dans le bassin d'eau iodée qui me paraît glaciale... Comment ont les Finlandais ? Allez, courage, en réalité, la température atteint les 17 degrés. Et dès que j'ai glissé mes jambes, l'eau ne monte pas plus haut que la taille. La mission qui me paraissait surmontable se transforme en jeu d'enfant une fois estompée la sensation d'engourdissement niveau des pieds. Ma traversée se fait à bonne allure puis, le tour terminé, au lieu de sortir de l'eau illico pour regagner les jets massants, je me reprends à déambuler quelques minutes supplémentaires. Mon corps s'est adapté et la marche se fait de plus en plus agréable.

L'eau froide favorise la circulation sanguine

Le premier à avoir « popularisé » et encouragé les bains dans l'eau froide est l'allemand Sebastian Kneipp. En 1847, cet abbé de 26 ans atteint tuberculose, se croyant condamné, teste les effets de l'eau froide sur le corps humain, vantoire par un certain docteur Hahn. Il se met à couder deux fois par semaine au bord du Danube et longe dans l'eau à 5 degrés. Cette cure radicale eut l'abbé, qui guérit de sa maladie en quelques mois. Il poursuivit ainsi ses recherches sur les mystérieux pouvoirs de l'eau froide, gagnant naissance à l'hydrothérapie (soins à l'eau).

Quels sont ces fameux « miracles » si chers à Sebastian Kneipp ? L'eau froide redynamise la circulation sanguine et favorise le retour veineux. Bref, elle est un excellent remède naturel pour les personnes sujettes aux jambes lourdes. Pour l'effet jambes légères chez soi, on passe le jet d'eau sous la douche devant et derrière les cuisses en insistant dans le creux des articulations. 30 secondes suffisent à soulager les jambes.

Un bon anticellulite

Tout comme les jets d'eau, la marche en eau froide est recommandée pour effacer la cellulite. Le mouvement du corps opposé à la résistance de l'eau facilite le drainage et cible la peau orange aussi efficacement qu'un massage. Se baigner à hauteur des mi-cuisses ou jusqu'à la taille pendant quelques minutes dégonfle, tonifie les jambes.

Pour les problèmes d'articulations, la marche aquatique est une activité physique à privilégier car l'eau amortit les chocs.

La formule idéale pour profiter des bienfaits de l'eau froide : un sauna ou hammam suivi d'une douche ou d'une brève marche en eau froide. On le sait, l'alternance chaud-froid est recommandée pour dilater les vaisseaux sanguins. Elle stimule aussi le système immunitaire en le rendant plus résistant aux variations de température et surtout détend l'organisme.

3 nouvelles façons naturelles de chasser le stress

Pour soigner le stress, vous connaissez sans doute le magnésium, la passiflore ou encore la camomille. Mais avez-vous essayé le griffonia, le basilic sacré ou le rhodiola rosea ? Découvrez 3 nouvelles façons de retrouver votre sérénité de façon 100% naturelle !

Pour faciliter le sommeil : le griffonia

Le griffonia simplicifolia est une plante originaire d'Afrique de l'ouest et d'Asie, qui permet d'augmenter la sécrétion de sérotonine par le cerveau. La sérotonine joue un rôle essentiel dans la gestion du stress au quotidien : ce neurotransmetteur aide en effet à contrôler l'énervement et l'agressivité. Elle favorise également le sommeil en agissant comme un précurseur de la mélatonine, la fameuse hormone du sommeil.

En cas de carence en sérotonine (notamment avec l'âge ou en période de stress intense), la production de mélatonine décline et il est fréquent de souffrir d'insomnie ou de troubles du sommeil. En favorisant la sécrétion de sérotonine, le griffonia permet ainsi de

retrouver calme et sérénité, de réduire les états anxieux et dépressifs tout en retrouvant un sommeil de qualité. De façon entièrement naturelle !

Votre ordonnance anti-stress : Sérotisol, à l'extrait de griffonia simplicifolia.

Prendre 1 comprimé le matin et 2 le soir.

Pour résister face au stress : le basilic sacré

Le basilic sacré est un allié de taille dans la gestion du stress au quotidien. Originaire de l'Inde et des régions tropicales asiatiques, il fait en effet partie des plantes dites adaptogènes. Il améliore ainsi le fonctionnement métabolique du corps et favorise sa résistance au stress. Il calme et apaise le mental. Avec le basilic sacré, l'organisme est moins déstabilisé face aux épreuves : ses réactions sont plus efficaces et plus rapides. Grâce à l'eugénol et à l'acide rosmarinique qu'il contient et qui possèdent des propriétés antidépresseuses, il est aussi particulièrement efficace pour apaiser la tristesse, l'anxiété et l'irritabilité.

Parallèlement, le basilic sacré aurait également d'autres vertus, intéressantes pour mieux gérer son stress au quotidien : il permettrait en effet de réguler les envies de sucre, parfois augmentées par l'anxiété et les tensions. Il aiderait enfin à réguler la tension artérielle et à améliorer la digestion. Que de bienfaits !

Votre ordonnance anti-stress : Sérotisol, à l'extrait de basilic sacré

Prendre 1 comprimé le matin et 2 le soir.

Pour apaiser l'anxiété : le rhodiola rosea

Le rhodiola rosea est une plante méconnue, pourtant très intéressante pour mieux gérer son stress au quotidien et chasser la déprime. Tout comme le basilic sacré, elle fait en effet partie des plantes dites adaptogènes : elle aide l'organisme à mieux supporter le stress, en apportant une réponse adaptée. Le rhodiola rosea, qui appartient à la famille des crassulacées, est également reconnu pour ses effets antidépresseurs et anxiolytiques. Parfait en

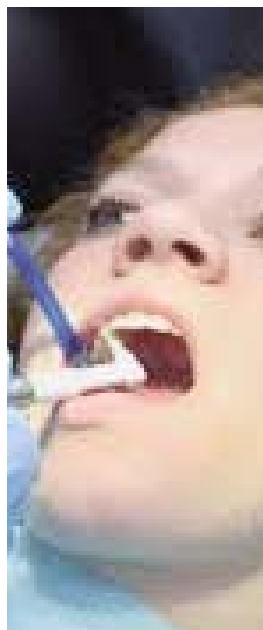


cas d'anxiété mineure ou de déprime passagère ! Efficace en période de surmenage, cette plante aurait enfin des vertus anti-fatigue (sur le plan physique et intellectuel) grâce à ses principes actifs stimulants : la rosavine et la salidroside. Elle est donc particulièrement indiquée durant les révisions ou les périodes de surmenage.

Votre ordonnance anti-stress : Neuradapt, à l'extrait de rhodiola rosea

Prendre 2 à 4 gélules par jour.

Les conseils pour ne plus jamais avoir peur du dentiste



Une personne sur deux craint d'aller chez le dentiste par peur d'avoir mal. Pourtant, aujourd'hui, les soins sont beaucoup plus « confortables ». Vous n'êtes pas convaincu(e) ? Suivez les conseils de nos spécialistes.

Dentiste : choisissez le bon !

Pas très à l'aise à l'idée d'aller chez le dentiste ? D'abord, il faut bien choisir votre praticien. "Comme le commandant de bord d'un avion, il doit expliquer ce qu'il se passe, à chaque étape, avec des mots simples. Car la peur est liée à l'inconnu", explique le Dr Franck Amoyel. Il peut aussi prendre quelques précautions afin de vous rassurer. Par exemple, vous demander de lever la main si vous avez mal et vous promettre d'arrêter.

Certains proposent de suivre les soins sur écran ou diffusent de la musique. Vous pouvez aussi écouter vos airs préférés sur votre lecteur MP3... Mais pas trop fort afin de rester attentive à ce qu'il se passe.

Dentiste : les médecines douces antistress

- En homéopathie, l'Ignatia 9 CH est conseillé. "L'avant-veille et la veille de votre rendez-vous, prenez cinq granules, trois fois par jour. Sur le fauteuil, en cas d'angoisse forte, 2 granules de Gelsemium 4 CH et un granule de Nuxvomica 7 CH", précise le Dr Laurence Sultan.

- En phytothérapie, Euphytose® marche bien : prenez 4 gélules la veille au soir, puis quatre ou cinq une heure avant. Enfin, certaines huiles essentielles comme la lavande ou le jasmin sont réputées pour leurs propriétés apaisantes. N'hésitez pas à vous en frictionner au niveau des poignets ou du plexus solaire juste avant de vous installer dans le fauteuil.

- Quand la peur tourne à la phobie, les thérapies

cognitives et comportementales* sont intéressantes. Dix à quinze séances permettent aux patients de se déconditionner. "Nous leur apprenons à remplacer leurs pensées automatiques (anxiogènes) par des pensées alternatives", explique le Dr Jérôme Palazzolo, psychiatre. Par exemple, on leur demande de se dire : "L'anesthésie me permettra de ne pas avoir mal". Les personnes sont ensuite invitées à s'exposer, par paliers, à des situations susceptibles de poser problème. D'abord, rester dans la salle d'attente quelques minutes et rentrer chez soi. Puis rencontrer le dentiste, mais sans faire de soins. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que la peur soit « désactivée ».

Dentiste : seriez-vous plus serein(e) sous hypnose ?

Quelques dentistes ayant suivi une formation spécifique proposent une séance d'hypnose (dix minutes environ) avant le début des soins. La technique consiste à se concentrer sur une pensée agréable (les dernières vacances au soleil, par exemple)... Et ça marche. "Plongé dans un état de bien-être, les yeux fermés, le patient peut entendre les bruits alentour. Il a conscience de ce qu'on lui fait, mais une partie de lui est ailleurs", explique le Dr Zeidan Jihad, chirurgien dentiste. La réverie peut ainsi prendre le pas sur l'angoisse...

Dentiste : l'anesthésie générale, une solution ?

S'il s'agit d'une intervention complexe et que les dents sont très abîmées, c'est possible. L'avantage est de pouvoir effectuer en une fois tous les soins réputés douloureux, en particulier les extractions de dents. On peut aussi utiliser un masque qui délivre un gaz anesthésiant (protoxyde d'azote).

22^E SOMMET ORDINAIRE DE L'UA À ADDIS-ABEBA

Les dirigeants africains appellent à faire de la sécurité alimentaire «une priorité» au même titre que la sécurité et la paix

Les participants au 22^e sommet ordinaire de l'Union africaine (UA) qui a pris fin vendredi à Addis-Abeba ont souligné la nécessité de faire de la sécurité alimentaire en Afrique «une priorité» au même titre que la sécurité et la paix. Les dirigeants africains ont appelé au renforcement de la paix et de la sécurité et à l'exploitation des richesses et des capacités dont dispose le continent africain. Ils ont par ailleurs appelé à faire des questions économiques, des priorités, au même titre que les questions de sécurité.

Les intervenants ont en outre souligné la nécessité d'activer la force africaine d'intervention rapide pour le règlement des crises en attendant que la force africaine en at-

tente soit opérationnelle en 2015. Le chef de l'Etat mauritanien Mahmoud Ould Abdelaziz, président en exercice de l'UA, a souligné dans son allocution de clôture du sommet la nécessité de lutter contre le terrorisme et le crime organisé transfrontalier. Il a également mis l'accent sur l'importance d'accorder la priorité au renforcement de l'intégration à travers des infrastructures permettant de dynamiser le commerce entre les pays africains et avec les autres pays et les organisations spécialisées.

L'Afrique unifiée pour la protection de ses intérêts

Les dirigeants ont insisté sur l'importance de faire entendre la voix de

l'Afrique dans les concerts des nations et transmettre les aspirations de ses peuples à un avenir meilleur. «Il faut intensifier les efforts pour une représentation digne de l'Afrique au conseil de sécurité et à l'ONU et dans les fora internationaux», a préconisé le président en exercice de l'UA. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a participé aux travaux du sommet en qualité de représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et avait fait part de la proposition de baptiser la grande salle des conférences du siège de l'UA à Addis-Abeba au nom de l'une des figures les plus emblématiques de la lutte africaine pour la liberté, Nelson Mandela.



M. SMAIL CHERGUI, COMMISSAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ DE L'UA :

«Intensifier les efforts pour consolider la paix dans les pays sortis de crises»

Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Smail Chergui, a estimé vendredi à Addis Abeba que les développements sécuritaires enregistrés depuis le dernier sommet africain impliquaient une intensification des efforts en vue de consolider la paix dans nombre de pays du continent sortis de conflits armés. Lors d'une rencontre avec la presse en marge des travaux du 22^e sommet ordinaire de l'UA consacré à la présentation du rapport du Conseil de paix et de sécurité de l'union sur les activités de cette instance dans nombre de pays africains, le responsable a mis en avant la «dynamique» de paix enregistrée au Mali à l'issue des élections présidentielle et législatives (juillet et août 2013 et décembre 2013).

Il a souligné la nécessité de renforcer la coopération sécuritaire dans la région sahélo-saharienne conformément au processus de Nouakchott. Il s'est félicité du succès du processus électoral au Madagascar ce qui a favorisé, a-t-il dit, la levée des sanctions qui frappaient ce pays et sa réintégration au sein de l'UA. En Guinée, la situation enregistre de nettes améliorations depuis les dernières élections législatives, a encore relevé le responsable africain.

Concernant la République du Congo, M. Chergui a considéré également que les développements étaient encourageants, notamment depuis la signature de la déclaration de Nairobi, soulignant toutefois la nécessité de poursuivre les efforts en vue d'empêcher une réédition des hostilités. Il a, en revanche, admis que la situation au Sud Soudan et en République centrafricaine était «critique», compte tenu de l'impact de cette situation sur le plan humanitaires. Le commissaire a salué les efforts de l'IGAD pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Est, appelant à conforter l'accord de cessez-le-feu et à opter pour le dialogue.

Il a également indiqué avoir effectué en compagnie de la présidente de la Commission de l'UA à Juba pour s'enquérir de la situation au Sud Soudan, rappelant que l'IGAD a mis



en place des mécanismes de suivi de la situation des rebelles détenus par les forces du président Silva. Ces mécanismes ont favorisé la libération de sept détenus a-t-il dit. Concernant les développements en Centrafrique, M. Chergui a affirmé que les forces africaines (MISCA) se sont redéployées pour sécuriser la capitale Bangui, avec le soutien du Conseil de sécurité onusien et devront se redéployer dans les autres régions du pays, soulignant que celles-ci «travaillent étroitement avec les forces françaises».

Evoquant l'aspect humanitaire, M. Chergui a précisé que les 2 millions de personnes qui se trouvent dans les camps des déplacés nécessitaient un demi-milliard de dollars pour la couverture de leurs besoins. Il a évoqué l'organisation d'une conférence le 20 avril prochain à Bruxelles, pour l'examen des derniers développements de la crise notamment l'aspect humanitaire, tandis qu'une autre conférence sera organisée le 1 avril prochain en vue de conforter les forces MISCA et leur permettre de poursuivre leurs missions de maintien de la paix. Concernant les avancées réalisées par ces forces sur le terrain, M. Chergui a dé-

claré qu'«on ne peut émettre de jugements sur l'action de ces forces qui soutiennent les troupes françaises, en raison d'une situation complexe».

Il n'en demeure pas moins qu'elles sont présentes sur le terrain, en assurant actuellement la sécurité du port de la capitale. Elles contribuent également à l'organisation des élections, en attendant la reconstitution de l'armée régulière. Il a appelé tous les partenaires à oeuvrer pour la réussite de la conférence des donateurs au profit des forces de la MISCA, prévue ultérieurement. S'agissant de l'Egypte, le Conseil africain de la paix et de la sécurité avait examiné de près cette question, lors de sa réunion mercredi au niveau des chefs d'Etats, tout en réitérant sa solidarité avec le peuple égyptien pour la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route et lors des prochaines étapes du processus démocratique, a-t-il souligné.

Il a exprimé le souhait de voir les efforts de la commission africaine de haut niveau sur l'Egypte se poursuivre en vue de rétablir un contact avec les autorités égyptiennes. «Le Conseil soutient le peuple égyptien dans ses choix. Si Abdelfateh Sissi comptait se présenter à la présidentielle, la décision reviendrait au peuple égyptien», a-t-il estimé. Au sujet de la Somalie, M. Chergui s'est félicité de la désignation du nouveau gouvernement et le confortement des forces de l'AMISOM par des troupes éthiopiennes, fortes de 22.000 hommes, conformément à la résolution du Conseil de sécurité onusien.

Quant à la Libye, il a affirmé que «le rôle de ce pays au niveau régional et ce qui s'y déroule exigent de nous de suivre son processus de transition». Il a appelé à «assurer la sécurité en Libye pour lui permettre de recouvrer sa place au niveau international, au mieux des intérêts de la région en général». Il a également annoncé une réunion le 6 mars prochain en Italie pour l'examen des moyens susceptibles de garantir l'instauration de la paix et la sécurisation de la transition en Libye.

LA CRISE EN RCA À L'ORDRE DU JOUR «L'effondrement de la loi et de l'ordre, une menace pour l'existence de la Centrafrique», souligne M. Chergui

Le commissaire à la Paix et la Sécurité de l'Union africaine, Smail Chergui, a déclaré samedi à Addis-Abeba que l'«effondrement de la loi et de l'ordre est une menace pour l'existence même de la Centrafrique», où le chaos règne depuis le renversement en mars 2013 du président François Bozizé. «Sans aucun doute, l'effondrement de la loi et de l'ordre est une menace pour l'existence même de la Centrafrique (et), il peut avoir de graves conséquences sur la sécurité et la stabilité régionales», a déclaré le diplomate algérien à l'ouverture d'une rencontre à Addis-Abeba entre des dirigeants africains et des représentants de la communauté internationale pour lever des fonds en faveur de la Force africaine en Centrafrique (Misca). Cette réunion se tient dans la foulée de la 22^e session ordinaire de l'UA, jeudi et vendredi au siège de l'organisation dans la capitale éthiopienne, qui a appelé à une résolution urgente de la crise. «La République centrafricaine (...) est confrontée à des défis nombreux et impressionnants», a encore dit M. Chergui. «La situation sécuritaire est extrêmement inquiétante, avec la poursuite d'attaques contre des civils qui, à leur tour, accroissent les tensions religieuses et intercommunautaires», a-t-il ajouté. La Centrafrique est plongée dans le chaos depuis mars 2013, lorsqu'une rébellion appelée la Séléka, a renversé le président Bozizé, déclenchant une spirale de violences intercommunautaires qui a fait des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés dans ce pays de 4,6 millions d'habitants.

La Misca compte actuellement 5.500 hommes en Centrafrique, qui s'ajoutent aux 1.600 soldats français de l'opération Sangaris. L'Union européenne a promis 500 hommes et près de 200 millions d'euros pour la sécurité et l'organisation d'élections qui devraient se tenir l'année prochaine. La nouvelle présidente de transition de la Centrafrique, Catherine Samba Panza, a accusé vendredi les ex-rebelles qui ont pris le contrôle de Sibut (180 km au nord de Bangui) de vouloir la «déstabiliser» et réclame des troupes supplémentaires pour mettre un terme aux violences. La Centrafrique a connu ces derniers jours un regain de violences. La Croix-rouge a déclaré vendredi avoir ramassé «30 tués et 60 blessés» en trois jours dans les rues de Bangui, et les violences se sont étendues hors de la capitale provoquant une grave crise humanitaire.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a indiqué à Genève avoir un besoin urgent de 95 millions de dollars (70 millions d'euros) pour fournir une aide alimentaire à la population.

APS

Madjid Bouguerra s'entretient avec le ministre béninois des Affaires étrangères

Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Madjid Bouguerra, s'est entretenu vendredi à Addis Abeba avec le ministre béninois des Affaires étrangères en marge du 22^e sommet ordinaire de l'Union africaine (UA). Les deux parties ont passé en revue les relations entre les deux pays et les moyens de les relancer et de les renforcer. Il a été décidé de la tenue de la commission mixte algéro-bénoise dans les plus brefs délais. Le Bénin a décidé dernièrement de rouvrir son ambassade à Alger. Par ailleurs, M. Bouguerra a rencontré la conseillère du président français, chargée des Affaires africaines, Hélène Le Gal. L'entretien a porté sur la situation au Sahel notamment au Mali. Il a également eu une entrevue avec le directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) qui a porté notamment sur la coopération entre l'Algérie et l'organisme onusien et les perspectives de la renforcer.

SOUDAN

Suspension des activités de la Croix-Rouge sur ordre de Khartoum

Les autorités soudanaises ont ordonné à la Croix-Rouge de suspendre ses activités au Soudan, a annoncé samedi l'organisation. «Nous avons reçu une lettre officielle de la Commission d'aide humanitaire (un organisme gouvernemental) nous informant de la suspension de nos activités à partir d'aujourd'hui, 1^{er} février», a déclaré le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) au Soudan, Rafioulah Goureshi.

«Nos activités sont suspendues», a-t-il ajouté, cité par l'agence AFP. La Commission d'aide humanitaire a évoqué «plusieurs problèmes techniques» liés aux projets que le CICR comptait mener cette année, selon M. Goureshi. En 2012 et 2013, le CICR a facilité le transfert de dizaines de personnes au Darfour, dont des prisonniers de guerre libérés par les autorités soudanaises, des travailleurs étrangers, des membres des forces armées soudanaises et d'autres personnes capturées par des groupes armés. L'organisation a aussi fourni une assistance à plus de 1,5 million de personnes dans les régions du Soudan déchirées par les violences, que ce soit sous forme de services de santé, d'aide alimentaire, de semences, d'outils ou encore de pompes à eau, a indiqué M. Goureshi.

Bien que les projets du CICR soient suspendus, les quelque 700 employés locaux et internationaux vont rester dans les bureaux de l'organisation, alors que des discussions doivent s'ouvrir «dans les jours à venir» avec le ministère des Affaires étrangères, la Commission d'aide humanitaire et d'autres agences gouvernementales, a-t-il dit.

L'objectif est «de reprendre dès que possible nos activités pour venir en aide aux victimes de conflits armés», a souligné M. Goureshi.

APS

22^e SOMMET ORDINAIRE DE L'UA À ADDIS-ABEBA

Le président sahraoui plaide pour l'accélération du règlement de la question sahraouie

Le président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, a appelé à Addis-Abeba les dirigeants africains à accélérer le règlement de la question sahraouie «dans le cadre de la légalité internationale et à travers le référendum d'autodétermination que l'Afrique a été la première à adopter».

Dans une intervention au cours du débat des chefs d'Etat et de gouvernement africains réunis depuis jeudi dans le cadre du 22^e sommet ordinaire de l'Union africaine (UA) pour examiner le rapport du conseil de paix et de sécurité, le président sahraoui a indiqué que «l'Afrique ne peut pas rester les bras croisés alors que le peuple sahraoui subit les violations des droits de l'homme et le



pillage de ses ressources naturelles». Pour le président sahraoui, l'Afrique doit agir face aux violations des droits de l'Homme du peuple sahraoui, au pillage de ses richesses naturelles et la division de ses territoires par le mur de la honte et les millions de mines antipersonnel.

Il a rappelé que «c'est l'organisation panafricaine qui est l'initiatrice de cette solution et les efforts internationaux actuels sont basés sur le plan du règlement africain de 1991 approuvé par les deux parties au conflit (Sahara Occidental et Maroc) et adopté par le conseil de sécurité.

«Les Nations unies et l'Onu sont partenaires et garants de ce processus qui doit donner lieu à un référendum intégral et équitable pour l'autodétermination du peuple sahraoui», a insisté M. Abdelaziz pour qui l'Afrique ne doit pas oublier un seul instant que sa libération ne sera complète qu'avec la décolonisation du Sahara occidental, dernière colonie du continent.

Le président sahraoui a appelé l'Union africaine à assumer ses responsabilités en tant que partenaire des Nations unies et à agir avec efficacité pour faire cesser une situation que la loi et la morale rejettent et qui concerne une occupation militaire illégale de parties du territoire de la République sahraouie.

LE VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA, MANUEL DOMINGOS VICENTE :

«L'autodétermination du peuple sahraoui doit être une priorité dans l'agenda de l'UA»

Le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination doit constituer une priorité dans l'agenda de l'Union africaine (UA), a déclaré jeudi le Vice-président de la République d'Angola, Manuel Domingos Vicente.

Dans une intervention sur les questions de paix et de sécurité, lors du sommet de l'UA à Addis-Abeba les 30 et 31 janvier, M. Domingos a affirmé que «le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination doit constituer une priorité

dans l'agenda de l'Union Africaine».

Il a souligné la nécessité de mettre en œuvre les engagements pris librement par les deux parties, en l'occurrence le Maroc et le Front Polisario et approuvés par l'UA.

Le vice-président de la République d'Angola a rappelé que l'UA avait pris plusieurs décisions concernant l'accélération de l'application de la légalité internationale à travers, notamment, un référendum d'autodétermination.



CRISE EN CENTRAFRIQUE

Pourparlers entre ex-Séléka et force africaine

Les membres de l'ex-Séléka et la force de l'Union africaine (Misca) étaient samedi en négociation à Sibut, à 180 km au nord de Bangui, après la prise de contrôle de la ville par les ex-rebelles, ont indiqué des habitants cités par des médias.

Selon ces sources, les ex-Séléka ont quitté l'une de leurs positions au profit de troupes de la Misca, entrées sans affrontement dans la ville, et sont désormais installés dans la mairie. Des pourparlers étaient en cours samedi matin entre Misca et combattants, selon cette source. Ces contacts entre ex-rebelles et soldats africains ont été confirmés par un notable de Sibut.

«Nous voulons la paix, nous sommes centrafricains. Le passé est le passé.

Nous sommes prêts à déposer les armes, mais ça dépend des conditions», a déclaré de son côté à l'AFP le colonel Abdelkader Djelani, qui fait partie des combattants de l'ex-Séléka positionnés à Sibut.

Vendredi, des forces de la Misca, appuyées par l'armée française, se sont déployées aux abords de Sibut, où une colonne de combattants ex-Séléka s'était regroupée en début de semaine, provoquant la fuite de nombreux habitants de cette ville

qui constitue un verrou sur l'axe reliant Bangui, dans le sud, et le nord de la Centrafrique.

La nouvelle présidente centrafricaine, Catherine Samba Panza, a accusé vendredi les ex-rebelles présents à Sibut de vouloir «déstabiliser» son mandat, 10 jours après son élection à la tête du pays.

Elle succède à Michel Djotodia, arrivé au pouvoir à Bangui en mars 2013 à la tête des rebelles de la Séléka mais contrait le 10 janvier à démissionner pour ne pas avoir pu endiguer les violences et empêcher le pays de sombrer dans le chaos.

Mme Samba Panza a dénoncé «l'irruption de groupes armés appartenant à l'ex-Séléka à Sibut avec des velléités de sécession», malgré les appels à la paix et à la réconciliation du nouveau gouvernement, dans une déclaration vendredi à la radio nationale.

Après le départ de M. Djotodia, la plupart des combattants de l'ex-Séléka ont été évacués des divers camps qu'ils occupaient dans Bangui et regroupés au camp «RDOT», situé à la sortie nord de la capitale. Toutefois nombre d'entre eux ont préféré fuir avec armes et bagages, sillonnant désormais les routes de province sans aucun contrôle.

Le CICR et la Croix-Rouge appellent à l'arrêt des violences

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Croix-Rouge centrafricaine ont appelé samedi à l'arrêt des violences en Centrafrique, où 30 personnes ont été tuées et 60 autres blessées en trois jours à Bangui. Georgios Georgantas, chef de délégation du CICR en République centrafricaine (RCA), a noté un niveau de violences «sans précédent sur l'ensemble du pays». «J'appelle les autorités et les forces militaires internationales à prendre leur responsabilité pour faire cesser les violences», a-t-il déclaré. Le président de la Croix-Rouge centrafricaine, Antoine Mbaogo Bogo, a indiqué que le mode opératoire des tueries a changé ces derniers jours. «Les communautés en conflit utilisent les armes blanches pour tuer et il est difficile de maîtriser la situation», a-t-il expliqué. Les tensions restent vives dans le pays, en raison des affrontements entre les milices d'autodéfense anti-Balakas (anti-machettes) et les ex-rebelles de la Séléka. Selon le CICR, 669 corps ont été ramassés suite aux violences du 5 décembre 2013 et 578 inhumés. Cette organisation, en collaboration avec la Croix-Rouge centrafricaine, a évacué 652 cas de blessés, des bilans qui ne concernent que ces deux organisations et pourraient s'alourdir avec les données recueillies par d'autres ONG humanitaires. Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), plus d'un millier de personnes ont été tuées dans ces violences et 400.000 autres déplacées, vivant dans des conditions humanitaires très difficiles.

Ban Ki-moon appelle au respect de la trêve pendant les Jeux olympiques de Sotchi

Le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a appelé vendredi au respect de la trêve pendant les prochains Jeux olympiques d'hiver prévus à Sotchi en Russie du 7 au 23 février.

«Les participants aux Jeux de Sotchi participent sous divers drapeaux nationaux, mais ils sont réunis sous la bannière commune de l'égalité, du respect mutuel et de la non-discrimination. J'encourage tous ceux qui participent, dont les gouvernements, les organisations et les individus à respecter et à défendre l'idéal olympique», a déclaré M. Ban dans un message.

«J'appelle tous les combattants dans le monde entier à respecter la trêve olympique, qui a été adoptée par les 193 Etats membres des Nations Unies.

La résolution des conflits est une lutte constante, mais nous devons continuer à faire de notre mieux pour garantir l'adhésion à cet effort», a dit M. Ban.

M. Ban demande une pensée pour les populations de Syrie, de la République centrafricaine, du Soudan du Sud et à ceux qui partent ailleurs souffrent des effets de la violence.

«Pour les semaines à venir, faisons en sorte que la flamme olympique à Sotchi nous rappelle ce qui devient possible lorsque les nations s'unissent», a ajouté M. Ban.

Ban Ki-moon nomme son Envoyé spécial pour les villes et le climat

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé vendredi avoir nommé l'ancien maire de la ville de New York, Michael Bloomberg, comme Envoyé spécial de l'ONU pour les villes et les changements climatiques.

M. Bloomberg, 72 ans, assistera le Secrétaire général dans ses consultations avec les maires et d'autres acteurs clés afin de mobiliser les villes à travers le monde dans le cadre des efforts pour lutter contre les changements climatiques, a précisé le porte-parole de Ban Ki-moon.

Le Secrétaire général des Nations Unies a invité les gouvernements, les entreprises, le monde de la finance et les organisations de la société civile à venir au Sommet sur le climat à New York en septembre prochain avec des initiatives courageuses et concrètes.

«Les villes jouent un rôle essentiel pour développer et mettre en place des mesures en matière de lutte contre les changements climatiques», a souligné le porte-parole.

Egalement homme d'affaire, Michael Bloomberg a été le fondateur de Bloomberg L.P., une société de services et d'informations financières, comme il a été maire de la ville de New York de 2002 à 2013.

Il préside actuellement le conseil d'administration du Groupe C40 sur le climat, un réseau rassemblant les maires de grandes villes du monde qui s'efforcent de prendre des mesures permettant de répondre aux changements climatiques.

APS

La première session des discussions entre le gouvernement de Damas et l'opposition syrienne sous médiation de l'ONU s'est achevée vendredi à Genève sans aucun résultat tangible, chaque partie accusant l'autre d'être «responsable» de l'impasse dans ces pourparlers, les premiers depuis le début du conflit.

GENÈVE II

Aucun résultat tangible au terme d'une semaine de discussions entre pouvoir et opposition

Ces discussions, initiées par les Etats-Unis et la Russie devraient reprendre «en principe» le 10 février, selon l'émis-saire de l'ONU et de la Ligue arabe, l'Algérien Lakhdar Brahimi, par l'intermédiaire duquel les deux parties ont «dialogué» pour la première fois dans une même salle depuis le 25 janvier.

Au cours de ce premier face-à-face qui fait suite à la conférence de paix sur la Syrie dite Genève 2, tenue il y a dix jours à Montreux (Suisse), les deux parties ont campé sur leurs positions, le pouvoir insistant sur le fait qu'il ne voulait pas céder sur la transition politique et l'opposition clamant que Damas était «contraint à négocier» sur cette question centrale.

Malgré ces désaccords, M. Brahimi a affirmé que la conférence dite de Genève II était un «début très modeste, mais c'est un début (...) sur lequel on peut construire», au cours d'une conférence de presse vendredi.

Relevant «quelques points de convergence» et soulignant que «les deux parties ont pris l'habitude de s'asseoir dans la même pièce», M. Brahimi a toutefois reconnu que «ce fut un démarrage très difficile» et qu'il n'y avait «pas de doute que les positions importantes étaient très éloignées».

Les deux parties campent sur leurs positions

«Ni dans ce round, ni dans le prochain, ils (les adversaires du gouvernement) ne pourront obtenir de la délégation syrienne aucune concession», a ainsi clamé le ministre syrien de l'Information, Omrane al-Zohbi, devant quelque 250 manifestants pro-gouvernement rassemblés devant le siège de l'ONU à Genève.

Pour sa part, le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem a dit ne pas avoir «obtenu de résultats tangibles» et il a mis en cause le «manque de responsabilité et de sérieux» des dirigeants de l'opposition et «leur volonté de faire imposer la conférence, comme si nous venions là pour une heure et devions tout leur céder».

«J'ai dit à Montreux que personne ne peut remplacer la direction syrienne», a insisté M. Mouallem faisant allusion au président Bachar al-Assad dont l'opposition réclame le départ depuis le début du conflit en Syrie.

Côté opposition, le chef Ahmad Jarba, a accusé pour sa part le gouvernement syrien de ne pas tenir d'«engagement sérieux» dans les négociations.

Les discussions ont la plupart du temps tourné en rond, Damas affirmant que la priorité était de combattre le «terrorisme», tandis que l'opposition maintenait que la transition politique aboutissant au départ du président al-Assad était la voie à suivre pour arrêter la violence.

La conférence de Genève II est censée mettre un terme au conflit en Syrie, qui a fait en près de trois ans selon des estimations, plus de 130.000 morts et plus



de neuf millions de réfugiés et de déplacés.

Pas d'amélioration dans la situation humanitaire

Devant l'absence de progrès à Genève, la patronne des opérations humanitaires de l'ONU Valerie Amos s'est déclarée «très déçue» que la première série de négociations se soit terminée sans amélioration de l'accès humanitaire aux Syriens pris aux pièges des combats.

«Plus de trois millions de gens en Syrie sont bloqués dans des zones où se déroulent de violents combats ou qui sont assiégées par les forces du gouvernement ou l'opposition», a-t-elle souligné en citant les régions de Hassakeh (nord-ouest), de Derayya et de la Gouta orientale près de Damas.

«Cette situation est totalement inacceptable», a-t-elle affirmé dans un communiqué. «Nous devons agir d'urgence, les sièges doivent être levés, des cessez-le-feu conclus et les convois autorisés à se déplacer immédiatement et en toute sécurité».

Damas fait avancer le processus d'évacuation des civils dans le vieux Homs

De nouvelles mesures ont été prises en collaboration avec l'ONU pour évacuer des civils se trouvant dans la vieille ville de Homs (centre) en Syrie, a indiqué le gouverneur de Homs Talal Barazi, cité vendredi par l'agence SANA.

Le gouverneur a déclaré que de nouvelles mesures ont été prises pour évacuer les civils dans le quartier sous contrôle des rebelles à Homs, avant d'ajouter que «nous sommes optimistes au sujet de l'évacuation prochaine des civils». Le gouverneur a indiqué que les autorités syriennes sont prêtes à évacuer les civils de la vieille ville de Homs, mais a démenti l'information selon laquelle des convois d'aide humanitaire doivent pénétrer la zone.

Il a indiqué que les autorités attendaient la réponse de groupes rebelles à l'intérieur de la zone assiégée par l'intermédiaire du coordinateur de la l'ONU Yacoub al Helou, qui fait la navette entre les deux camps pour assurer le bon dé-

roulement de l'évacuation.

Le gouverneur a insisté sur le fait que le gouvernement refuserait à coup sûr de livrer de l'aide humanitaire dans la zone, de crainte qu'elle ne tombe entre les mains des rebelles.

La Coalition nationale syrienne, principale mouvement d'opposition en exil, a exigé que le gouvernement lève le siège dans la vieille ville de Homs et autorise l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes qui y sont piégées.

Damas a rétorqué que les civils étaient libres de partir, et s'est engagé à leur fournir des abris et de l'assistance médicale.

M. Lakhdar Brahimi à la Conférence de Munich sur la sécurité

Les autorités syriennes privilégient la solution militaire pour régler le conflit dans ce pays qui a déjà fait plus de 130.000 morts, estime l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe, Lakhdar Brahimi.

«Le régime insiste toujours sur la solution militaire», a déclaré samedi M. Brahimi dans son discours à la Conférence de Munich sur la sécurité.

Selon le diplomate algérien, lors du premier round des négociations de Genève-2, les représentants du gouvernement syrien ont à plusieurs reprises affirmé qu'ils étaient «prêts à accepter le communiqué du 30 juin 2012 et à l'appliquer».

«Mais à chaque fois, ils répètent qu'il faut accorder la priorité à la lutte contre le terrorisme», a indiqué M. Brahimi.

Selon lui, les membres de la délégation gouvernementale soulignent que «le problème de la Syrie réside dans l'ingérence étrangère et les livraisons d'armes étrangères».

Le gouvernement de Damas est persuadé que s'il parvient à y mettre un terme, la Syrie règlera seule ses problèmes intérieurs.

Le premier round des négociations entre les délégations du gouvernement syrien et de l'opposition a pris fin vendredi. Selon M. Brahimi, «les débuts ont été difficiles et les progrès sont modestes».

LES NÉGOCIATIONS DE GENÈVE-2 DOIVENT REPRENDRE LE 10 FÉVRIER

Rencontre Kerry-Lavrov-Ban Ki-moon et Brahimi

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est entretenu vendredi soir avec son homologue russe Sergueï Lavrov en marge de la Conférence de Munich sur la sécurité.

Les deux hommes ont été ensuite rejoints par le secrétaire général

de l'ONU Ban Ki-moon et Lakhdar Brahimi, le médiateur des Nations Unies pour le conflit syrien, pour discuter de la prochaine session du dialogue entre le gouvernement et l'opposition syrienne en février. «Ils ont discuté du besoin pour l'opposition

d'élargir leur délégation et se sont accordés sur le fait que les deux parties devaient revenir en étant prêtes à discuter de la mise en œuvre du communiqué de Genève», selon un haut responsable du département d'Etat cité par des médias.

UKRAINE

Ouverture d'une procédure pénale pour tentative de prise de pouvoir

Le Service ukrainien de sécurité (SBU) a engagé une procédure pénale pour tentative de prise de pouvoir, a annoncé samedi Maxim Lenko, chef de la Direction générale d'enquête.

Le SBU a ouvert la procédure après avoir étudié les documents stockés sur les serveurs saisis lors d'une perquisition dans les locaux du mouvement d'opposition Batkivschina à Kiev.

«Les documents saisis attestent que les organisateurs des actions de protestation ont envisagé une évolution musclée des événements, à savoir une évolution impliquant un recours à la force contre les manifestants. Cette mesure devait avoir un vif retentissement dans la société



ukrainienne au point de torpiller la réputation du pouvoir en place et du président», a souligné M. Lenko à la chaîne de télévision 112 Ukraïna.

Le chef-adjoint de la Direction générale d'enquête, Alexandre Gnatiev, a déclaré vendredi que la police disposait de preuves attestant que les actions de protestation lancées en novembre dernier à Kiev étaient préparées d'avance.

Depuis novembre dernier, l'Ukraine est en proie à des mani-

festations massives dirigées contre le pouvoir en place. Le rassemblement organisé le 19 janvier au centre de Kiev a dégénéré en affrontements entre les forces de l'ordre et les militants radicaux de l'opposition. Ces affrontements ont fait trois morts, selon les autorités ukrainiennes.

Le 28 janvier, le président Viktor Ianoukovitch a accepté la démission du premier ministre Nikolai Azarov et a chargé le vice-premier ministre Sergueï Arbouзов de diriger le gouvernement par intérim.

L'ONU dénonce les violences contre les journalistes en Egypte

Le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) a condamné vendredi les violences commises à l'encontre des journalistes en Egypte, rapportent samedi des médias.

«Au cours des derniers mois, nous avons reçu de nombreuses informations concernant le harcèlement, la détention et la persécution des journalistes égyptiens et internationaux ainsi que des attaques violentes qui ont blessé des journalistes tentant de couvrir le troisième anniversaire de la révolution égyptienne, qui a eu lieu le week-end dernier», a fait savoir le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'une conférence de presse à Genève.

«Selon des informations non confirmées, plusieurs journalistes ont été blessés par balles réelles et avec des balles recouvertes de caoutchouc samedi dernier, tirés aussi bien par des opposants au gouvernement que par les forces de sécurité. Cela accentue davantage la situation dangereuse dans laquelle se trouvent les journalistes qui travaillent dans le pays», a-t-il déploré.

«Nous exhortons les autorités égyptiennes à libérer immédiatement les journalistes détenus qui ne faisaient rien d'autre que leur travail légitime d'informer sur ce qui se passe», de manière à assurer la liberté d'expression, a-t-il souligné.

THAÏLANDE

Violences à Bangkok à la veille des élections

Des violences ont éclaté samedi à Bangkok entre partisans et opposants au gouvernement en place à la veille des élections législatives, rapportent des médias, faisant état de tirs nourris et de plusieurs explosions.

Selon le centre de secours Erawan, au moins une personne a été hospitalisée après avoir apparemment été touchée par balle lors de ces heurts entre d'un côté des manifestants qui veulent empêcher le vote de dimanche et de l'autre des partisans du gouver-

nement.

Deux autres personnes légèrement blessées ont été traitées sur place.

Les tirs, notamment à l'arme automatique, se poursuivaient dans le quartier de Lak Si, au nord de Bangkok. Selon la police, au moins deux cocktails Molotov ont également été jetés.

Les incidents ont éclaté alors qu'un groupe de partisans du gouvernement s'est approché de manifestants qui bloquaient un bâtiment où se trouvaient les urnes devant être ré-

parties dans divers bureaux de vote.

La Première ministre Yingluck Shinawatra fait face depuis trois mois à des manifestations quasi quotidiennes réclamant son départ et la fin de l'influence de son frère Thaksin, ancien chef de gouvernement renversé par un coup d'Etat militaire en 2006.

Les manifestants veulent remplacer le gouvernement par un «conseil du peuple» non élu et ont ainsi promis de tout faire pour empêcher les législatives anticipées de dimanche.

Quito envoie un nouveau contingent de casques bleus

L'Equateur a dépêché vendredi un nouveau contingent de casques bleus pour appuyer les forces de maintien de la paix de l'ONU en Haïti.

Le contingent de 66 membres appuiera les casques bleus sur place dans leurs missions humanitaires, a annoncé la ministre de la Défense Maria Fernanda Espinosa lors de la cérémonie organisée pour le départ des casques bleus équatoriens. «Aujourd'hui, un vent de paix et de solidarité souffle à travers le continent», a-t-elle commenté en référence aux efforts de coopération entre pays d'Amérique latine.

Une fois sur place, les casques bleus équatoriens apporteront une assistance médicale, aideront à reconstruire les routes et les autoroutes et à maintenir l'ordre dans les principales villes du pays.

Environ 220.000 personnes ont péri et plus de 1,5 million d'autres personnes se sont retrouvées sans domicile le 12 janvier 2010, lorsqu'un séisme de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter a frappé Haïti.

Les manifestations contre le gouvernement se sont également multipliées dans le pays, certaines dégénérant en violents affrontements.

BIRMANIE

Signature prochaine d'un accord de cessez-le-feu entre le pouvoir et groupes armés

Le président birman Thein Sein a déclaré samedi que la signature de l'accord de cessez-le-feu entre le gouvernement et les groupes armés issus de minorités ethniques devraient être signés lors de la prochaine réunion entre les deux parties.

M. Thein Sein qui a tenu ces propos lors de son allocution radiophonique mensuelle, a indiqué que la prochaine phase de négociations se tiendrait à Hpa-an dans l'Etat de Kayin, pour discuter de la date de la signature de l'accord et d'autres points concernant l'accord de cessez-le-feu avant de mettre en place un cadre pour la réconciliation nationale.

«Toutes les parties concernées doivent marquer l'histoire en signant courageusement l'accord (de cessez-le-feu)», a souligné le président birman.

Le président birman est pour autant sous pression pour trouver une solution politique durable à la dernière rébellion ethnique du pays, qui oppose les militaires birmans à l'Armée de l'indépendance kachin (KIA) dans l'extrême-nord du pays.

Il a aussi été violemment critiqué après les violences communautaires dans l'ouest du pays, entre juin et octobre 2012.

CANAL DE PANAMA

Les négociations sur les surcoûts des travaux prolongées jusqu'à mardi

L'Autorité du Canal de Panama (ACP) et le Groupe uni pour le canal (GUPEC), consortium international chargé de l'élargissement du canal, ont décidé vendredi de prolonger jusqu'au mardi prochain leurs pourparlers sur les surcoûts des travaux. Ces discussions avaient initialement pour date-butoir le samedi 1er février.

«Une série de pas visant à la résolution de la situation ont été effectués et des efforts sont toujours en cours», a indiqué vendredi le GUPEC, selon lequel l'objectif des négociations «a été et est toujours d'arriver à un large accord» pour réaliser les travaux «le plus rapidement et au moindre coût possible, dans le cadre du contrat et de la loi».

Prévu pour s'achever cette année, les travaux ont déjà accumulé un retard de neuf mois, sans compter les revers de ces dernières semaines.

Long de 80 km, le canal de Panama, par lequel transitent 5% du commerce maritime mondial, a été inauguré en 1914 et avait été rétrogradé par les Etats-Unis au Panama en 1999.

Son élargissement doit permettre le passage de navires transportant jusqu'à 12.000 conteneurs, soit plus du double de la charge actuellement autorisée à emprunter la voie navigable.

La présidente brésilienne opère un remaniement ministériel partiel

La présidente brésilienne, Dilma Rousseff, a procédé à un remaniement ministériel partiel, à quelques mois de la fin du mandat gouvernemental.

Le remaniement ministériel a concerné le chef du gouvernement, Gleisi Hoffmann, et le ministre de la Santé, Alexandre Padilha, rapporte vendredi la presse locale.

Mme Rousseff a nommé l'actuel ministre de l'éducation, Aloizio Mercadante, à la tête du gouvernement, en remplacement de Hoffmann, alors que le ministère de la santé a été confié à un médecin, Arthur Chioro, selon la même source.

Le départ des deux ministres de l'exécutif aurait eu lieu pour permettre à ces derniers de briguer des postes de gouverneur aux élections générales, prévues en octobre prochain.

APS

Programme du Dimanche 2 février 2014

TF1

06h30 Magazine jeunesseTFou
10h10 Sports mécaniquesAutomoto
10h55 Magazine de sociétéMon plus beau coup de poker
11h00 FootballTéléfoot
11h55 Magazine sportifL'affiche du jour
11h58 Météo
12h00 JeuLes douze coups de midi
13h00 Journal
13h25 Magazine de la décorationDu côté de chez vous
13h35 Météo
13h40 Série policièreMentalist777
14h35 Série policièreMentalist777
15h25 Série policièreLes experts : Miami77
16h20 Série policièreLes experts : Miami77
17h05 Série policièreLes experts : Miami77
18h00 Magazine de sociétéSept à huit
19h50 Magazine de servicesToi toi mon toit
19h55 Météo
20h00 Journal
20h30 Magazine de la décorationDu côté de chez vous
20h35 Magazine de sociétéLà où je t'emmène
20h40 Météo
20h50 Film de science-fictionJe suis une légende77
22h55 Série policièreEsprits criminels77
23h45 Série policièreEsprits criminels77

2

07h00 Magazine culturelThé ou café
08h05 Magazine sportifRencontres à XV
08h30 Magazine religieuxSagesses bouddhistes
08h45 Magazine religieuxIslam
09h15 Magazine religieuxJudaïca
09h30 Magazine religieuxLa source de vie
10h00 Magazine religieuxPrésence protestante
10h15 Magazine religieuxKaïros
10h45 Magazine religieuxLe jour du Seigneur
12h05 JeuTout le monde veut prendre sa place
13h00 Météo 2
13h02 Journal
13h20 Magazine d'actualité13h15, le dimanche...
14h04 Météo 2
14h05 Magazine de servicesPoint route
14h10 DivertissementVivement dimanche
16h00 SportIrlande / Ecosse
18h00 MultisportsStade 2
18h50 DivertissementVivement dimanche prochain
19h50 Météo des neiges
19h55 Météo 2
20h00 Journal
20h30 Magazine d'information20h30 le dimanche
20h40 Magazine culturelD'art d'art
20h43 Météo 2
20h45 Comédie dramatiqueLes choristes77
22h25 Magazine de sociétéNon élucidé7
23h53 Météo 2
23h55 Magazine du court métrageHistoires courtes
00h45 DivertissementVivement dimanche prochain
01h40 Magazine d'actualité13h15, le samedi...
02h15 Magazine culturelThé ou café
03h15 DécouvertesVoyage au bout du monde

3

08h00 Magazine jeunesseDimanche Ludo
08h02 Série d'animationShaun le mouton
08h13 Série d'animationLes as de la jungle à la rescousse
08h28 Film d'animationScooby Doo, Abracadabra-Doo7
09h42 Série d'animationScooby-Doo, Mystères Associés
10h18 Dessin animéLooney Tunes Show
10h55 Série d'animationLes as de la jungle à la rescousse
11h06 Emission jeunesseArt investigation
11h19 Emission jeunesseC'est bon !
11h25 Météo
11h30 Magazine régionalDimanche avec vous
12h00 12/13 : Journal régional

12h10 Magazine politique12/13 dimanche
12h50 Magazine animalier30 millions d'amis
13h20 Téléfilm policierInspecteur Barnaby77
15h00 En course sur France 3
15h20 Téléfilm dramatiqueLouis la Brocante7
17h00 DivertissementLes chansons d'abord7Inédit
17h55 JeuQuestions pour un super champion
19h00 19/20 : Journal régional
19h30 19/20 : Journal national
19h58 Météo
20h00 Magazine sportifTout le sport
20h15 Série d'aventuresZorro
20h45 Téléfilm policierLes enquêtes de Morse77Inédit
22h15 Téléfilm policierInspecteur Lewis7
23h45 Météo
23h50 Soir 3
00h15 Film d'espionnageLe drame de Shanghai77
01h50 OpéraClaude
03h30 SociétéSeuls, du jour au lendemain
04h25 Magazine musicalLes matinales
04h40 JeuQuestions pour un super champion

CANAL+

07h55 Série d'animationPlankton invasion
08h05 Dessin animéLes Dalton
08h10 Dessin animéLes Dalton
08h20 Téléfilm d'aventuresFlicka 3 : Best Friends
09h50 Film d'actionG.I. Joe : conspiration7
11h33 La météo
11h35 Magazine du cinémaRencontres de cinéma
12h00 Magazine politiqueLe supplément politique
12h45 Magazine d'actualitéLe supplément
13h55 Divertissement-humourLa semaine des Guignols
14h30 DivertissementLe petit journal de la semaine
15h05 DivertissementLa semaine de Gaspard Proust
15h15 DécouvertesLes nouveaux explorateurs
16h15 SociétéAngleterre : les Windsor racontés par leurs domestiques
17h00 HandballAvant-match
17h10 SportCoupe de la Ligue
19h10 FootballCanal Football Club
19h40 FootballCanal Football Club
20h55 FootballAvant-match
21h00 SportMarseille / Toulouse7
22h55 FootballCanal Football Club
23h15 FootballL'équipe du dimanche
00h05 Magazine du jeu vidéoLe journal des jeux vidéo
00h30 Film d'horreurThe Collection7
01h50 Court métragePerfect Drug
02h00 SportLa Ligue des gladiateurs 2014
03h40 SportNew York Rangers / New York Islanders

M

07h00 Divertissement-humourAbsolument stars
09h00 Magazine de télé-achatM6 boutique
11h10 Magazine sportifSport 6
11h20 Magazine de l'automobileTurbo
11h20 Magazine de l'automobileTurbo
12h40 Météo
12h45 Le 12.45
13h05 Magazine de sociétéMaison à vendre
15h10 Télé réalitéRecherche appartement ou maison7
16h15 Magazine de la décorationD&CO
17h15 Magazine d'actualité66 minutes
18h40 Magazine d'actualité66 minutes : grand format
19h40 Météo
19h45 Le 19.45
20h05 Magazine scientifiqueE=M6
20h40 Magazine sportifSport 6
20h50 Magazine de sociétéZone interdite77Inédit
23h00 Magazine d'informationEnquête exclusive7Inédit
00h25 Magazine d'informationEnquête exclusive7
01h50 Météo
01h55 Téléfilm d'aventuresJack Hunter et l'oeil de l'astre

La sélection

20h50

Je suis une légende



Résumé

Robert Neville, ancien savant de réputation internationale, est mystérieusement immunisé contre le terrible virus qui a ravagé l'humanité. Avec pour seul compagnon sa chienne Sam, il hante depuis trois ans une New York en ruines, diffusant chaque jour des messages radio dans le fol espoir de trouver d'autres survivants. Mais nul n'a encore répondu. Neville sait en fait qu'il n'est pas réellement seul : des mutants, les « Infectés », rôdent dans les ténèbres, observent ses moindres gestes, guettent sa première erreur. Neville ne désespère pas de trouver un remède à ce mal terrible et il mène des expériences avec son propre sang...

2

20h45

Les choristes

Résumé

En France, à la fin des années 40. Clément Mathieu, professeur de musique au chômage, est recruté comme surveillant dans un centre de rééducation pour mineurs. Sur place, Clément est réellement bouleversé par la discipline impitoyable que le directeur, Rachin, fait régner dans l'établissement. Clément est vite la risée de ces enfants perturbés, qui lui volent son sac de partitions en guise de bienvenue. Peinant à imposer son autorité auprès de ses élèves, il s'essouffle à la tâche. Jusqu'au jour où, en rentrant dans les dortoirs, il entend s'élever une voix angélique. Lui vient une idée, un peu saugrenue, mais qui lui tient à cœur : et s'il créait une chorale et initiait les élèves au chant ?...



3

20h45

Les enquêtes de Morse



Résumé

Margaret Bell, une étudiante de 20 ans, est retrouvée morte chez elle à la suite d'un infarctus. D'après Bill Prentice, le médecin de la jeune fille, elle suivait un traitement. Rien n'aurait donc une fin si rapide et tragique. Morse est immédiatement convaincu qu'il s'agit là d'un acte criminel. Ses soupçons sont renforcés lorsque le docteur Cartwright, un collègue de Prentice, est tué à son tour. On retrouve son cadavre dans des toilettes publiques. Le policier commence à fouiller patiemment dans l'entourage de Margaret. Il découvre les rapports étroits qu'unissaient son petit ami à son tuteur, le professeur Sloan...

CANAL+

20h55

Marseille / Toulouse

Résumé

En perte de ces dernières semaines, André-Pierre Gignac et l'Olympique de Marseille ont réagi mercredi dernier, en l'emportant face à Valenciennes, en match en retard de la 21e journée (2-1). Tout l'enjeu pour l'OM est d'enchaîner par un second succès consécutif et de s'accrocher ainsi au peloton de tête de la Ligue 1. Quant à Toulouse, équipe quelque peu imprévisible et fluctuante cette saison, son objectif est d'effacer son élimination surprise en 16e de finale de la Coupe de France par les amateurs de Moulins (2-1).



M

20h50

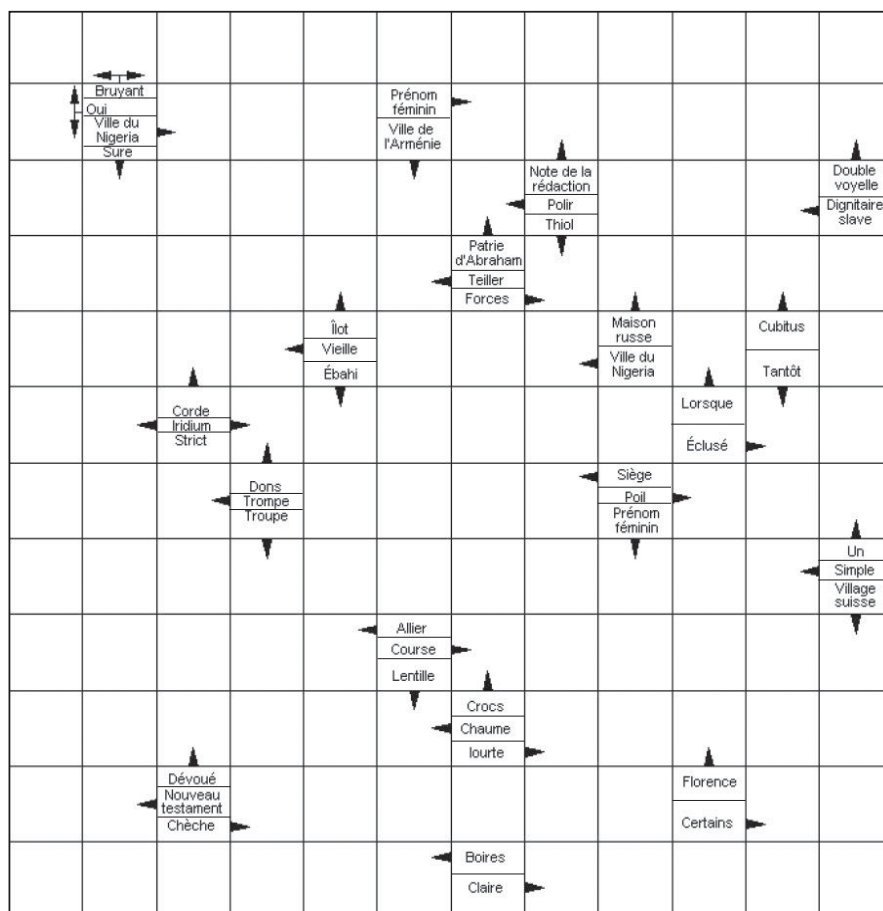
Zone interdite



Résumé

À la veille des élections municipales, «Zone interdite» enquête sur certains maires qui se sont enrichis grâce à des affaires immobilières, parfois au prix d'un petit arrangement avec la loi. Dans le classement des pays les plus corrompus publié par l'ONG Transparency International, la France pointe cette année à la 22e place, loin derrière les démocraties scandinaves, mais aussi derrière des pays comme le Chili, l'Uruguay ou les Bahamas. De petites corruptions du quotidien s'infiltrant sur le territoire. Selon un sondage commandé par Transparency International, 7% des Français déclarent avoir déjà versé un pot-de-vin. Pendant un an, les enquêteurs du magazine ont fouillé dans cette France des passe-droits.

Mots fléchés n°499



Proverbes

Il ne faut pas sous-estimer ses adversaires et plus généralement il ne faut pas se considérer au centre de la terre.

Proverbe algérien

Personne ne peut traverser une rivière sans se mouiller.

Proverbe berbère

La calomnie est l'arme ultime de l'impuissant.

Proverbe arabe

Loin des yeux, loin du cœur

Proverbe français

C'est arrivé le 2 février

1989 : renversement d'Alfredo Stroessner au Paraguay.

1990 : légalisation du Congrès national africain (ANC) en Afrique du Sud.

1999 : investiture du président de la République du Venezuela Hugo Chávez.

Célébrations :

- La Journée mondiale des zones humides commémore chaque année depuis 1997 la signature de la Convention sur les zones humides, le 2 février 1971, dans la ville iranienne de Ramsar, au bord de la mer Caspienne.

- Brésil : Fête de la déesse Iemanjá à Salvador de Bahia, Offrandes à la mère de l'eau pour réclamer une pêche abondante.

- Écosse : Premier des quatre anciens Scottish term days (en) (Jour de terme) de l'année, en vigueur du Moyen Âge au 13 juin 1991.

- Espagne, Mexique : La Virgen de la Candelaria (es) (Vierge de la Chandeleur), célèbre la Fête de la Présentation de Jésus au Temple et la Purification de la Vierge Marie après l'accouchement.

- États-Unis, Canada : Jour de la marmotte, animal dont le comportement permet supposément de prédire comment se terminera l'hiver.

- Lettonie (Mythologie lettone) : Vieja diena (Jour du vent) - Des rituels étaient destinés à calmer les ardeurs du vent lors de l'été à venir.

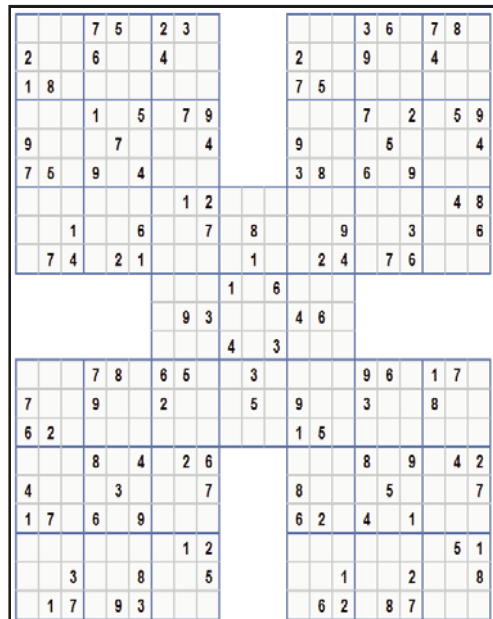
- République tchèque : Hromnice (cs) (Jour de la tempête), équivalent du Jour de la marmotte en Amérique du Nord.

- Thaïlande : (Wan Nak Pradit) (Journée nationale des inventeurs).

Samouraï-sudoku n°499

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standards du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



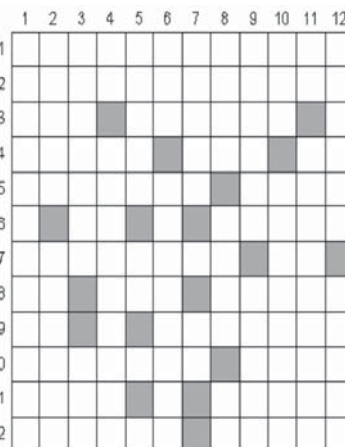
Mots croisés n°499

► Horizontalement:

1. Infraliminaire
2. Imposées
3. Langue thaïe - Affluent de la Loire
4. Ch.-l. de canton de la Charente - Maritime - Homme politique chinois - Mammifère
5. Empêches de tomber - Mollusque bivalve marin
6. Préfixe - Extrémité septentrionale du Tchad

► Verticalement:

1. Appareil pour mesurer le rayonnement solaire
2. Torrent des Alpes du Sud - Auge de maçon
3. Recroqueville - Dévêtu
4. Mesure chinoise - Hockey sur glace adapté à la pratique féminine
5. Qui est en feu (fém.) - Article espagnol
6. Mois - Race bovine
7. Éléments d'un test - Cale en forme de V
8. Étoile qui, augmentant brusquement d'éclat, semble constituer une étoile nouvelle - Pilier cornier - Magnésium
9. Commune de Suisse - Progrès
10. Colère - Ch.-l. de canton de l'Ain
11. Note - Épreuve de l'attirance pour quelqu'un (fém.)
12. Pièce supportant le poids d'un véhicule - Ville d'Allemagne



7 erreurs



SERIGICULTRICES
A#ORALISE#ELOGE
GALIPETTES#ENR#R
UNES#TEE#NOS#ER
ED#ERS#NEOPHYTE
NOTRE#OS#ITALIE
AU#ANGUILLE#ARS
YIN#TUILES#ANE#
LIVIA#ENKI#GRE
ALLIENT#TYR#Y#U
CE#FRAISE#KILOS
STE#ECRU#POSAS#
ATRE#OEL#URNES
IEPER#AVANTAGER
N#E#INUIT#SE#SI
TIMON#F#EEKLO#N
JOEL#PLANS#ISSA
ERRES#ART#ETANG
AG#EON#EMMEN#A
NA#BLOCUS#USTER

MERCATO

Catane

négoce avec l'agent de Belfodil

La formation de Catane, pensionnaire de la Série A italienne de football, serait entrée en lice pour s'attacher les services de l'attaquant international algérien, Ishak Belfodil, en partance de l'Inter Milan, avant la clôture du mercato d'hiver ce vendredi à minuit, rapporte la presse locale.

L'agent du joueur serait actuellement en négociations avec les dirigeants de Catane, indique le site spécialisé, Tuttomercato, ajoutant que Livourne, un autre club de Série A, garde lui aussi un œil sur le joueur.

L'ancien Lyonnais, qui a atterri l'été passé à l'Inter en provenance de Parme



(Série A), voudrait profiter du mercato d'hiver pour changer d'air en raison de son petit temps de jeu avec le club milanais. Il était annoncé avec insistance du côté de l'Angleterre, à West Ham (Div 1) d'abord, puis à Queens Park Rangers (Div 2), mais les négociations avec les deux formations n'ont jusque là pas abouti.

Belfodil (21 ans) joue sa dernière carte aujourd'hui pour se trouver un nouveau club qui pourrait lui permettre de rattraper le temps perdu durant la phase aller et augmenter ses chances de faire partie de la sélection algérienne au prochain Mondial au Brésil.

• U S M A L G E R •

Échec des négociations pour le transfert de Chettal à Montpellier

Le jeune attaquant de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football), Djamel Chettal, n'ira pas à Montpellier (Ligue 1 française), après l'échec des négociations entre les deux parties, a appris l'APS vendredi auprès de la direction du club algérois. En dépit du feu vert de l'entraîneur de l'USMA, le Français Hubert Velud, pour le transfert de Chettal, les négociations ont buté sur l'aspect financier, et le joueur va continuer ainsi la saison avec les Rouge et

Noir, précise la même source. Le président délégué de Montpellier, dirigée par l'ancien coach de l'USMA, Roland Courbis, a annoncé vendredi la fin des discussions. «Cela ne se fera pas. On ne va pas épiloguer la journée là-dessus. Il n'est pas là, donc il ne signera pas», a affirmé Laurent Nicollin au médias locaux, à quelques heures de la fin de la période des transferts d'hiver. Montpellier a dépêché au cours de la semaine un émissaire à Alger pour négocier avec la direction de

l'USMA, avant que la transaction n'échoue. Outre Chettal, l'entraîneur Courbis souhaitait également s'offrir les services du jeune milieu de terrain, Abderrahmane Bourdim, un ex-international junior qui vient de passer des tests «positifs», selon lui, au Sporting Lisbonne (Div 1/Portugal). Ces deux joueurs pourraient être relancés en vue de leur engagement par le club de l'Hérault, lors de la prochaine intersaison.

CHAMPIONNAT DU QATAR (18^E J)

Bougherra enchaîne les matches et rassure Halilhodzic

Le défenseur international algérien de Lekhwiya SC, Madjid Bougherra, a joué vendredi son troisième match en une semaine face à Maādhir (5-0), pour le compte de la 18^e journée du championnat de Qatar de première division. Le capitaine des Verts a été aligné par l'entraîneur Eric Gerets dans le Onze de départ et a joué la totalité de la partie, largement remportée par ses protégés. Bougherra avait rejoué

samedi dernier avec l'équipe première de Lekhwiya SC contre Al Arabi (5-2), après plus de deux mois d'absence à cause d'une blessure à la cuisse contractée en novembre 2013.

L'autre joueur algérien exerçant au Qatar, Karim Ziani (Al Arabi), s'est illustré par une passe décisive lors du match nul décroché par son équipe sur le terrain d'Al Khor (3-3).

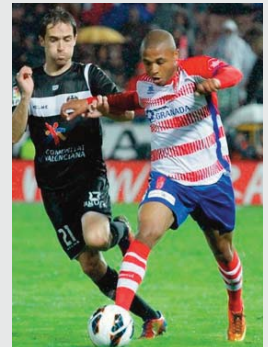
À la faveur de cette victoire, Lekhwiya

a porté son total en tête du classement du championnat à 40 points, avec 7 longueurs d'avance sur Al Jaich. Le retour en forme de Bougherra ne peut que rassurer le sélectionneur national, le Bosnien Vahid Halilhodzic, à quelques mois du Mondial-2014 au Brésil (12 juin-13 juillet).

Lors de la coupe du Monde, l'Algérie évoluera dans le groupe H avec la Belgique, la Russie et la Corée du Sud.

LIGA (22 J)

Grenade piégé à domicile par le Celta Vigo, match plein pour Brahimi



Le FC Grenade s'est incliné vendredi soir à domicile face au Celta Vigo (1-2), en ouverture de la 22^e journée du championnat d'Espagne de football, au moment où le milieu international algérien du club andalou, Yacine Brahimi, a été crédité d'une belle prestation. Mené au score dès la 28^e minute grâce à un but signé Gustavo Cabral, le FC Grenade a réussi à remettre les pendules à l'heure juste avant la mi-temps (41^e) par l'entremise du Marocain Youcef El-Arabi. Les visiteurs ont inscrit le but de la victoire en fin de match (89^e) par Augusto Fernandez.

Titularisé comme d'habitude par l'entraîneur Lucas Alcaraz, Brahimi a pris part à l'intégralité de la rencontre, avec en prime une prestation de premier ordre, selon les observateurs.

Considéré comme l'un des joueurs les plus techniques de la Liga, Brahimi a réussi à devenir une pièce incontournable dans l'échiquier du coach andalou. L'autre international algérien de Grenade, Hassan Yebda, a décidé de changer d'air durant le mercato d'hiver, qui a pris fin vendredi, en rejoignant à titre de prêt, jusqu'à la fin de la saison, la formation de l'Udinese (Serie A italienne).

À l'issue de cette défaite, Grenade stagne à la 12^e place au classement avec 24 pts, à cinq longueurs du premier relégable, Real Valladolid, alors que le Celta Vigo remonte à la 11^e position avec 25 pts.

L'ancien sélectionneur de l'Espagne Luis Aragonés n'est plus

L'ancien sélectionneur de l'équipe d'Espagne de football, Luis Aragonés, est décédé samedi dans une clinique de Madrid à l'âge de 75 ans, ont annoncé l'établissement hospitalier et la Fédération espagnole de football (RFEF).

«Ce matin est décédé Luis Aragonés, l'historique entraîneur de football qui a gagné (...) le Championnat d'Europe avec la sélection espagnole», a écrit la clinique Centro sur son site internet. Le «Sage d'Hortaleza», à la tête de l'équipe nationale entre 2004 et 2008, a été l'un des grands artisans de la montée en puissance de la «Roja» dans le football mondial.



Comme il l'avait annoncé avant l'Euro-2008, Aragonés avait renoncé au lendemain de son succès à la direction de la sélection, conduite ensuite par son compatriote Vicente del Bosque à sa première victoire au Mondial, en 2010, et à un deuxième titre européen consécutif

en 2012. «La RFEF veut exprimer sa douleur et sa consternation après la mort de celui qui fut joueur et entraîneur de football pour divers clubs d'Espagne et d'ailleurs, et sélectionneur national de l'Espagne au début de son époque la plus glorieuse en termes de victoires au niveau mondial», écrit la fédération dans un communiqué.

Début décembre, Aragonés avait annoncé dans une interview prendre sa retraite, avant de revenir sur ses propos un peu plus tard, se jugeant encore intéressé par une direction d'équipe, aussi longtemps qu'une assez bonne offre puisse venir.

APS



LES VILLES

Recife

* Source : www.fifa.com

Capitale de l'Etat de Pernambuco, dans le nord-est du Brésil, Recife est une mégapole de 3,7 millions d'habitants, ce qui la place au quatrième rang national en la matière. Elle est composée de 13 villes, parmi lesquelles la pittoresque Olinda. En raison de son importance économique pour la région, Recife est souvent appelée "la capitale du nord-est".

Les histoires respectives de Recife et d'Olinda sont intrinsèquement liées. Pendant des années, Recife ("récif", en portugais) a été essentiellement un port raccordant le village d'Olinda à l'océan Atlantique. Mauritsstad, comme on l'appelait à l'époque, s'est ensuite développée en profondeur grâce à la présence dominante dans la région de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales. En 1637, Maurice de Nassau ordonne la construction de ponts, de canaux et de digues, et la ville devient la capitale des colonies néerlandaises des Amériques. Le mandat de Maurice de Nassau prendra fin en 1644, mais son héritage architectural perdurera à travers les siècles, comme en témoigne le surnom de Recife : la Venise brésilienne. Le Pernambouc est connu pour ses étendues de sable paradisiaques. Celle de Boa Viagem, l'une des plus fameuses plages urbaines de la région et celle de Porto de Galinhas, à 70 kilomètres de Recife et l'une des plus fréquentées du pays par les touristes étrangers, en font partie.

Outre ses plages de rêve et son délicieux climat tropical, la région de Recife est également riche en sites historiques, comme Fort Orange et la ville d'Olinda, intégralement classée au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1982. La meilleure période pour découvrir les traditions de Recife et d'Olinda est sans aucun doute le carnaval, où les rythmes frevo ou maracatu et le défilé Galo da Madrugada, composé de dizaines de camions décorés et transformés en scènes musicales, attirent tous les ans plus de deux millions de personnes dans les rues.

Si le Brésil aime le football, la ville de Recife l'adore. Quant à savoir lequel des trois grands clubs du Per-



nambouc jouit de la plus grande popularité dans le nord-est, difficile à dire : Sport Club do Recife, Santa Cruz Futebol Clube ou Clube Náutico Capibaribe, à vous de choisir.

Les trois clubs ont eu leurs moments de gloire dans le football brésilien, avec un léger avantage peut-être pour le Sport Club do Recife, vainqueur du championnat du Brésil en 1987 et de la Coupe du Brésil en 2008.

Chacun évolue dans son propre stade : Ilha do Retiro (Sport Club), Arrudão (Santa Cruz) et Afritos (Náutico). Le gouvernement de l'Etat de Pernambuco a néanmoins décidé d'en construire un nouveau, plus moderne, remplissant les conditions nécessaires à l'organisation de la Coupe du Monde de la Fifa 2014 : l'Arena Pernambuco, qui sera construite dans la banlieue de Recife.

LE STADE

Arena Pernambuco - Recife



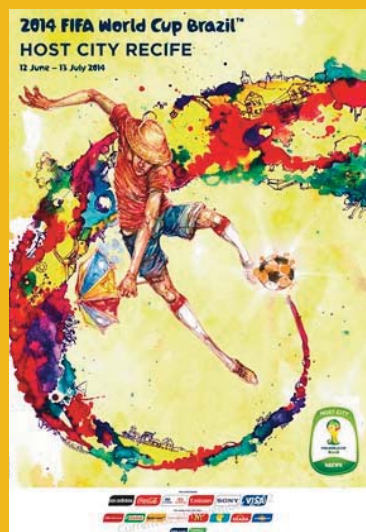
Recife, ville folle de foot qui a vu s'épanouir trois puissances nationales, Náutico, Santa Cruz et Sport, a accueilli en 1950 un match de Coupe du Monde de la Fifa (Chili 5:2 EAU, au stade Ilha do Retiro). Elle s'est dotée d'un nouveau théâtre, qui recevra cinq rencontres de Brésil 2014. Ce stade, qui sera construit à proximité

d'autres grands projets, sera situé à São Lourenço da Mata, dans la proche banlieue de la ville, à 19 km de l'aéroport international de Guararapes. Ce projet va favoriser l'expansion économique du Grand Recife dans une région considérée comme défavorisée. Un quartier comptant plus de 5 000 unités résidentielles

sera érigé à proximité du nouvel entre. Construite dans le cadre d'un partenariat public-privé et prévue pour accueillir 42 849 spectateurs, l'Arena Pernambuco hébergera les rencontres de Náutico en vertu de l'accord trouvé avec le club alvirrubro en octobre 2011.

LE POSTER

L'affiche de Recife incarne l'essence d'une ville côtière pleine de mouvement, de sensibilité artistique et de joie. À la fois style musical et danse, le frevo représente sans doute l'une des formes culturelles les plus abouties de la région. Cet art a fait son apparition il y a une centaine d'années et fait aujourd'hui partie de l'héritage culturel du Brésil. Avec leurs ombrelles colorées, les danseurs suivent une chorégraphie complexe qui semble emplir l'espace de bonheur. L'image montre un danseur de frevo dont les mouvements évoquent ceux d'un footballeur particulièrement doué. Cette association est à la base de la composition. L'ombre des gestes du danseur porte les nombreuses couleurs de la ville, évoque ses paysages caractéristiques faits de ponts, de rivières, de bateaux et trésors architecturaux, sans oublier les fêtards en plein carnaval.



BENBADA

DANS UN ENTRETIEN À L'APS «Priorité du produit national et la poursuite des efforts d'ouverture sur le commerce mondial»

Le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, a affirmé vendredi la nécessité de protéger le produit national en tant que «priorité absolue» de l'économie nationale soulignant dans le même temps la nécessité de poursuivre les efforts en faveur de l'ouverture sur le commerce extérieur. Il n'y a pas d'autre alternative au renforcement de l'outil de production nationale pour favoriser la stabilité de l'excédent de l'Algérie qui a atteint près de 50% en 2013», a indiqué M. Benbada dans un entretien à l'APS. «Certes, le recul de l'excédent commercial est dû en partie à un facteur conjoncturel lié à la hausse des importations d'équipements eu égard au programme gigantesque d'investissements publics mais nous n'avons d'autre choix que de consentir davantage d'efforts pour promouvoir le produit national sur le plan qualitatif et quantitatif», a-t-il dit.

Il a ajouté dans ce contexte que «le volume des exportations d'équipements est raisonnable mais ce qui inquiète est que les importations des produits alimentaires destinés à la consommation ont sensiblement augmenté», affirmant à ce effet la nécessité pour le secteur de relever le «défi» à travers le renforcement de la production. Le ministre avait présidé le groupe de travail chargé de promouvoir et de développer la production nationale, issu de la dernière réunion de la tripartite (gouvernement-syndicat-patronat).

Ce groupe de travail a recensé plus 100 mesures pour la mise en œuvre des propositions relatives aux cinq volets examinés, à savoir la relance des crédits à la consommation, la protection de la production nationale, la promotion de l'entreprise, la régulation du commerce extérieur, la promotion des exportations hors hydrocarbures et l'information économique. Les propositions qui seront soumises à la tripartite de février prochain portent sur la relance du crédit à la consommation concernant la liste des produits locaux dont l'acquisition de véhicules produits en Algérie, selon le ministre.

Il a été suggéré entre autres propositions la réduction de l'importation de certains produits localement pour protéger certaines filières «menacées», l'allègement des charges fiscales des entreprises industrielles algériennes, la généralisation du dispositif national de contrôle de la qualité, la définition d'une stratégie nationale de promotion des exportations hors hydrocarbures, la révision des statuts de l'agence nationale de promotion des exportations et la relance du conseil national des statistiques. Parallèlement, l'Algérie aspire à poursuivre les efforts afin de lever les contraintes sur le commerce extérieur et s'ouvrir davantage à l'économie mondiale. L'accord commercial préférentiel entre l'Algérie et la Tunisie entrera en vigueur durant les prochaines semaines, a affirmé M. Benbada précisant que «tous les aspects procéduraux de cet accord ont été finalisés» ajoutant que l'accord «remplacera l'accord commercial en vigueur dans le cadre de la grande zone arabe de libre-échange. Le ministre a estimé que cet accord contribuera à hisser le niveau des échanges commerciaux entre les deux pays.

En vertu de cet accord, il sera procédé à la définition de listes de produits des deux pays qui seront exonérés des taxes douanières et d'une liste comprenant des produits industrialisés algériens exonérés de taxes douanières à hauteur de 40% à leur entrée en Tunisie. Concernant le processus de négociations d'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le ministre du Commerce a indiqué qu'elle se tiendrait la mi-mars 2014 à Genève (Suisse).

APS

ALGÉRIE-TUNISIE

Des relations privilégiées promises à une nouvelle dynamique

Traditionnellement qualifiées de «privilégiées», les relations algéro-tunisiennes sont promises à une nouvelle dynamique à l'aune de la nouvelle ère de la Tunisie post-révolution.

C'est dans le cadre de cette nouvelle dynamique que s'inscrit la visite du chef du gouvernement tunisien, Mehdi Jomaa, fraîchement désigné à la tête de l'exécutif de son pays, en Algérie, samedi et dimanche.

Le président tunisien, Mohamed Moncef Marzouki, a tenu à saluer «le rôle de l'Algérie sœur dans le soutien du processus de transition démocratique en Tunisie», et à exprimer pour cela, sa «gratitude» tout en notant que ce soutien s'inscrit dans le cadre des «relations de coopération privilégiées qui lient nos deux pays et nos deux peuples frères et des liens de fraternité et de solidarité que nous puissions des relations historiques solides».

Tout en saluant «les pas importants» franchis jusque-là entre l'Algérie et la Tunisie, le président Marzouki évoque une «ère nouvelle» aux «relations historiques» qui unissent les deux pays.

La visite aujourd'hui à Alger du nouveau chef du gouvernement tunisien, Mehdi Jomaa, la première du genre, s'inscrit précisément dans cette optique et à un moment où la Tunisie vit une étape charnière de sa vie politique avec l'adoption du nouveau texte fondamental du pays.

Tout au long des péripéties qu'a connues la Tunisie depuis la révolution du 14 janvier 2011, l'Algérie n'a eu de cesse d'appuyer les efforts de son voisin de l'Est en perspective d'une transition «démocratique» réussie.

Lors de sa visite en décembre 2013 à Paris pour prendre part au Sommet de l'Elysée sur l'Afrique, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait indiqué que «l'Algérie était ouverte à toute solution en Tunisie», tout en refusant de «s'ingérer dans les affaires internes à la Tunisie».

Une position maintes fois réitérée par les autorités algériennes et qui a été «appréciée» par leurs homologues tunisiens, alors que les visites effectuées de part et d'autre par les officiels algériens et tunisiens ont permis à Tunis, outre de renforcer la coopération tous azimuts, de prendre «conseil» auprès d'Alger, s'agissant de sa transition politique, post-révolutionnaire.

C'est le cas notamment lors de la visite de deux jours effectuée à Alger en février 2012 par le président tunisien, Moncef Marzouki, au cours de laquelle il s'était entretenu avec les plus hauts responsa-



M. Mehdi Jomaa, le nouveau chef du gouvernement tunisien

bles algériens, à leur tête le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

«Nos relations avec l'Algérie ont de tout temps été fraternelles et j'estime que la révolution constitue également une occasion pour que ces relations s'améliorent», avait déclaré le président tunisien, dans le sillage de ce déplacement.

A l'occasion de la commémoration du 1er anniversaire de la Révolution tunisienne, le 14 janvier 2012, le chef de l'Etat Abdelaziz Bouteflika s'était déplacé à Tunis pour prendre part aux festivités et mettre à profit cette visite pour le «raffermissement» des relations «exceptionnelles» entre les deux pays.

Les visites échangées de part et d'autre ont permis aux hauts responsables d'examiner, outre les questions bilatérales, celles liées au devenir et à la construction de l'Union du Maghreb arabe (UMA), les deux parties ayant exprimé à maintes reprises leur volonté d'œuvrer dans le sens d'une «redynamisation» de ce projet fédérateur des pays de la région.

Alger consultée pour son expertise sécuritaire

A la lumière des évolutions internes vécues par la Tunisie et du contexte régional prévalant dans la région du Sahel, la nécessité d'une coopération accrue dans le domaine sécuritaire et de la lutte antiterroriste s'est imposée aux deux pays, comme souligné récemment par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

«La sécurité des deux pays est étroitement liée à une stratégie commune de lutte contre le terrorisme et la grande criminalité», avait-il déclaré le 29 décembre dernier, à l'occasion d'une brève escale en Tunisie en provenance de Libye et au cours de laquelle il avait été reçu par l'ex-chef du gouvernement tunisien, Ali Larayedh. M. Sellal avait annoncé que les deux parties «avaient examiné la question de la sécurisation des frontières, de la consolidation et de la coordination sécuritaire entre les deux pays», car «la sécurité de la Tunisie est aussi celle de l'Algérie et vice-versa», avait-il souligné.

Dans sa lutte contre les poches de terrorisme qui menacent la stabilité de son territoire, la Tunisie n'a eu de cesse de consulter «l'Algérie en matière de lutte contre ce phénomène transfrontalier, l'expertise algérienne en la matière

étant avérée et sollicitée à l'échelle internationale.

Une coopération économique appelée à se densifier

Au diapasos du volet diplomatique et politique, les relations économiques liant les deux pays sont également promises à une densité qui profiterait aux deux économies et pour le bien-être des deux peuples.

Le 8 février prochain, devra se tenir à Tunis la 19^e session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne, coïncidant avec la célébration du 56^e anniversaire des événements de Sakiet Sidi Youssef.

L'accord commercial préférentiel entre l'Algérie et la Tunisie devant entrer en vigueur au début de l'année 2014, le projet relatif au développement des zones frontalières ainsi que les résultats de la commission mixte chargée des affaires consulaires, sociales et immobilières, réunie la semaine dernière, sont également à l'ordre du jour en prévision de la prochaine session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne.

La 18^{ème} session qui s'était tenue en décembre 2010 à Alger avait été, rappelle-t-on, sanctionnée par la signature de douze accords et programmes de coopération dans divers domaines ainsi qu'un mémorandum d'entente.

En outre, cinq autres programmes exécutifs de coopération ont été signés entre les deux pays dans les domaines du tourisme, la formation professionnelle, l'éducation et la culture, ainsi qu'un programme exécutif technique en matière de protection de l'environnement. Les deux pays ont procédé aussi à la signature d'un mémorandum d'entente dans le domaine de la recherche agronomique.

A l'issue de sa visite à Alger en août 2013, l'ex-ministre tunisien des Affaires étrangères, Othman Jarandi, avait exprimé sa «satisfaction» du fait que plusieurs décisions prises lors de cette visite ont été «concrétisées sur le terrain» et avait rappelé qu'il a été décidé, à l'occasion de la visite

de Ali Larayedh en Algérie en avril 2013, de transformer la grande commission mixte algéro-tunisienne en la commission «stratégique» de coopération entre les deux pays.

Présidentielle 2014: Rebai Belalmi annonce à Laghouat sa candidature

M. Rebai Belalmi, un technicien en forage et exerçant actuellement une activité libérale, a annoncé officiellement son intention de se porter candidat à l'élection présidentielle du 14 avril 2014, lors d'un point de presse animé samedi à Laghouat.

Né en 1965 à Laghouat, M. Belalmi a indiqué que cette annonce sera suivie par les procédures de tirage des formulaires de candidatures auprès du ministère de l'Intérieur et des collectivités locales, et ensuite remplir les conditions d'éligibilité requises par la réglementation en vigueur. Le programme de ce candidat indépendant, placé sous le slogan de «deuxième cinquantenaire pour un développement global», contient plusieurs points, notamment un nouveau découpage administratif et la mise en place de départements territoriaux dotés d'une autonomie financière et administrative.

APS